

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 265

6 février 2010

### SOMMAIRE

Adara Ventures SICAR .....	12677	Mirabaud Bonds .....	12709
Adara Ventures SICAR, S.C.A. ....	12677	Mirabaud Equities .....	12708
AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	12718	Mirabaud Fund Management S.A. ....	12708
AIM Group International S.A. ....	12676	Mirabaud Select Equities .....	12708
a&o Management S.à r.l. ....	12708	Montana Renewable Energy Luxembourg S.à r.l. ....	12675
Aubay .....	12712	Pictet Funds (LUX) .....	12707
Biotech Food Holdings S.A. ....	12710	PO Investimmo S.à r.l. ....	12714
CC CDPQ S.à r.l. ....	12714	Pomalux S.A. ....	12712
Comet Luxembourg Holding S.à r.l. ....	12718	Poséidon Participation S.A. ....	12718
Duchess Street Holdings SA .....	12710	ProLogis France CVIII S.à r.l. ....	12674
EMC Asset Management .....	12709	Prysmian (Lux) S.à r.l. ....	12714
Euro Asiabiotech .....	12717	Q.A.T. II Investments S.A. ....	12713
Financière de Diekirch .....	12716	Rosenthal Holding S.à r.l. ....	12719
Finiber S.A.H .....	12719	Sopra Luxembourg S.A. ....	12713
Grosvenor Street Holdings SA .....	12712	Souplesse Coiffure .....	12720
Groupe Medi Contract S.A. ....	12676	SSCP Aero Holdings SCA .....	12717
GTD Invest S.à r.l. ....	12711	Stratos LFC S.A. ....	12717
HPCS Holding S.A. ....	12707	Symphony Finance S.A. ....	12719
Jardcor International .....	12711	United Healthcare Bulgaria S.à r.l. ....	12676
Jasper Luxembourg S.à r.l. ....	12675	Valoris Luxembourg S.A. ....	12713
Leisure Park Holdings S.A. ....	12709	Viking Croisières S.A. ....	12715
LLuCS S.à r.l. ....	12715	Viking River Cruises S.A. ....	12716
Luxfoot International S.A. ....	12674	World Cosmetics S.A. ....	12709
Luxgsm S.A. ....	12710		

**ProLogis France CVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.501.

à rayer: Suite à un contrat daté du 23 décembre 2009 six cents (600) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis European Developments BV ont été transférées à ProLogis Management II Sàrl agissant pour le compte de ProLogis European Properties Fund II (the "Fund"), ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, Avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à rayer: Suite à un contrat daté du 23 décembre 2009 six cents (600) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis Management II Sàrl agissant pour le compte de ProLogis European Properties Fund II (the "Fund") ont été transférées à ProLogis European Holdings X Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, Avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à rayer: Suite à un contrat daté du 23 décembre 2009 six cents (600) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis European Holdings X Sàrl ont été transférées à ProLogis European Holdings XI Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, Avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à ajouter: Suite à un contrat daté du 23 décembre 2009 six cents (600) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis European Holdings XI Sàrl ont été transférées à ProLogis European Finance XI Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, Avenue de la Liberté. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

à modifier: Suite à un contrat daté du 23 décembre 2009 une (1) part sociale détenue dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis European Finance XI Sàrl a été transférée à ProLogis European Holdings XI Sàrl, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, Avenue de la Liberté. Cette cession de part sociale a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Holdings XI Sarl . . . . .	1 part
ProLogis European Finance XI Sarl . . . . .	599 parts
Total . . . . .	600 parts sociales

Le 23 décembre 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représenté par Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2010011106/39.

(100003683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2010.

**Luxfoot International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 110.948.

*Extrait des résolutions prises lors de la tenue du Conseil d'Administration au siège social en date du 9 décembre 2009*

*3<sup>e</sup> Résolution*

Le Conseil d'Administration décide de nommer à la fonction de Président du Conseil d'Administration, Monsieur Philippe BUGHIN, Administrateur-délégué, demeurant au 17, rue de Joybeau, B-6880 Mortehan-Cugnon, Belgique. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2015.

Philippe BUGHIN

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010011470/14.

(100004027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

**Montana Renewable Energy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 144.659.

—  
*Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 18 décembre 2009*

Aux fins de conformité avec l'acte de constitution de la Société, il a été décidé d'attribuer des catégories aux gérants de la Société, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B.

Par conséquent, le conseil de gérance est composé comme suit:

*Gérants de classe A:*

- Matthew JAMURTAS;
- Lampros PAPANIMITRIOU;
- Spiridon PAPANIMITRIOU;
- Hermann-Günter SCHOMMARZ;
- Stewart KAM-CHEONG.

*Gérants de classe B:*

- Andrew LEE;
- Wayne WING FAI WOO.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 5 janvier 2010.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un gérant*

Référence de publication: 2010011194/26.

(100003738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2010.

---

**Jasper Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 33.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 144.800.

—  
*Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 18 décembre 2009*

Aux fins de conformité avec l'acte de constitution de la Société, il a été décidé d'attribuer des catégories aux gérants de la Société, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B.

Par conséquent, le conseil de gérance est composé comme suit:

*Gérants de classe A:*

- Matthew JAMURTAS;
- Lampros PAPANIMITRIOU;
- Spiridon PAPANIMITRIOU;
- Hermann-Günter SCHOMMARZ;
- Stewart KAM-CHEONG.

*Gérants de classe B:*

- Andrew LEE;
- Wayne WING FAI WOO.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 5 janvier 2010.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un gérant*

Référence de publication: 2010011193/26.

(100003735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2010.

---

**Groupe Medi Contract S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 102.223.

—  
*Extrait de l'assemblée générale des actionnaires  
tenue extraordinairement le 3 novembre 2009*

L'assemblée générale a pris acte des démissions de:

- Maître Isabelle JURAIN de son poste d'administrateur avec effet immédiat.
- Maître Aude STZERNBERG de son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Est nommé administrateur:

Monsieur Paulo PIRES TEIXEIRA, Employé privé, né le 15 septembre 1975 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

Le mandat prendra fin avec celui des autres administrateurs actuellement en fonction.

Est nommée commissaire aux comptes:

Maître Katya VASILEVA, Avocat, née le 30 juillet 1983 à Plovdiv (Bulgarie), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

Le mandat prendra fin à l'assemblée générale devant se tenir en 2010.

Luxembourg, le 3 novembre 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010011371/23.

(100004397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**AIM Group International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 60.279.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social à Luxembourg, le 24 décembre 2009*

La démission de Monsieur Marino LENA de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

De coopter Monsieur Gianluca BUONGIORNO, administrateur de sociétés, né le 7.12.1958 à Rome (Italie), domicilié au 36, via Torbole, I-00100 Rome, comme nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Pour extrait sincère et conforme

AIM GROUP INTERNATIONAL S.A.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010011464/17.

(100004561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**United Healthcare Bulgaria S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.192.

—  
Contrairement à ce qui a été déposé en date du 21 septembre 2009, sous la référence L090146105.04, Mme Saphia Boudjani, née le 4 mars 1979 à Metz, France a été nommée en qualité de Gérante B de la société avec effet au 1<sup>er</sup> août 2009 et à durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 janvier 2010.

Saphia Boudjani

Gérante

Référence de publication: 2010011466/13.

(100004586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Adara Ventures SICAR, S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,  
(anc. Adara Ventures SICAR).**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 108.804.

In the year two thousand and nine, on the ninth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the partners of Adara Ventures SICAR, a société en commandité par actions qualifying as a société d'investissement en capital risque, having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg and registered with the Trade and companies register of Luxembourg under section B 108.804 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of notary Paul Decker on 15 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on September 5, 2005, number 884.

The meeting was opened at 3.00 p.m. with Mrs Tania ARAUJO, employee, with professional address at Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, in the chair, who appointed Mr Jérémie VUILLQUEZ, lawyer, with professional address at Luxembourg, 14, rue Erasme as secretary, and Mrs Madeline BOUCHER, employee, with professional address at Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

A. Consider to insert the legal form of the Company into its name and to consequently change the name of the Company into "Adara Ventures SICAR, S.C.A." and amend accordingly article 1.2 of the articles of incorporation of the Company.

B. Consider to change the capital of the Company into variable capital and to consequently amend article 5, article 9.8, article 11.3, article 14.2, article 26.4, article 29, article 35 and article 38 of the articles of incorporation of the Company, so as (i) to provide that the capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company, (ii) to remove the reference to the authorized and issued share capital and (iii) to amend the mechanisms regarding the subscription and redemption of the shares of the Company.

C. Consider to grant the right to convene general meetings of shareholders to the shareholders representing one tenth of the share capital, in accordance with the changes brought to the law of 10 August 1915 concerning commercial companies by the law of 25 August 2006, and to consequently amend the article 18 of the articles of incorporation of the Company.

D. Consider to (i) increase the maximum ratio of investment in one portfolio investment from 15% to 18%, (ii) to provide that no more than two individual portfolio investments can each represent more than 15% of total commitments, (iii) to delete the reference to a possibility to invest up to 20% of total commitments in a single portfolio company with an approval of the shareholders, and to consequently amend the article 26.1 of the articles of incorporation of the Company.

E. Consider to limit the ratios applicable to the lending activities of the SICAR or holding of debt instruments to the amounts provided for in article 26.1 of the articles of incorporation of the Company, and to consequently amend the article 26.2 of the articles of incorporation of the Company.

F. Consider to reflect the changes made to the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital by the law of 24 October 2008 and to consequently amend

(i) article 1.1 of the articles of incorporation of the Company so as to provide that the Company shall be governed by the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as amended from time to time;

(ii) article 30.2 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect that the assets of the Company shall be valued on the basis of their fair value; and

(iii) article 38 of the articles of incorporation of the Company so as to amend the definition of well-informed investors.

G. Consider to reflect a requirement of the CSSF regarding the rejection of the SICAR status and to consequently insert an article 24.3 in the articles of incorporation of the Company and to make a few cosmetic changes in article 9.5 of the articles of incorporation of the Company.

H. Consider to make a cosmetic change in article 3.1 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

"The corporate object of the Company is to provide its Shareholders with direct or indirect risk capital investments in Luxembourg and/or in foreign entities within the widest meaning permitted under article 1 of the SICAR Law for the purpose of permitting its Shareholders to benefit from equity or near-equity investments in technology-related or other innovative businesses and to maximise its Shareholders return. It will invest for the most part in small and medium enterprises with growth potential, in the early and expansion stage of development (normally having been established for

less than 5 years at the time of the first Investment), and the purpose of the Investment should for the most part be the financing of a growth plan and not be the refinancing of existing obligations."

I. Consider to consequently amend and restate the articles of incorporation of the Company.

J. Miscellaneous.

II. That the Shareholders present or represented, the proxies of the represented Shareholders and the number of their shares, as well as the General Partner and the one General Partner Share owned by it are shown on an attendance list; that this attendance list, signed by the representatives of the General Partner and the Shareholders and by the members of the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

These proxies, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That all the shares being registered shares, the convening notices to the present meeting have been sent by registered post on November 20, 2009, as this has been duly evidenced to the board of the meeting;

IV. That, pursuant to the attendance list, 2,628,491.77 class A shares out of the 3,1478,312.41 existing class A shares, 100 % of the class B shares and 100 % of the class C shares are present or represented at the present meeting and all Shareholders present or represented consider themselves as being duly convened and informed of the agenda;

V. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

Resolve to insert the legal form of the Company into its name and to consequently change the name of the Company into "Adara Ventures SICAR, S.C.A." and amend accordingly article 1.2 of the articles of incorporation of the Company.

*Second resolution*

Resolve to change the capital of the Company into variable capital and to consequently amend article 5, article 9.8, article 11.3, article 14.2, article 26.4, article 29, article 35 and article 38 of the articles of incorporation of the Company, so as (i) to provide that the capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company, (ii) to remove the reference to the authorized and issued share capital and (iii) to amend the mechanisms regarding the subscription and redemption of the shares of the Company.

*Third resolution*

Resolve to grant the right to convene general meetings of shareholders to the shareholders representing one tenth of the share capital, in accordance with the changes brought to the law of 10 August 1915 concerning commercial companies by the law of 25 August 2006, and to consequently amend the article 18 of the articles of incorporation of the Company.

*Fourth resolution*

Resolve to (i) increase the maximum ratio of investment in one portfolio investment from 15% to 18%, (ii) to provide that no more than two individual portfolio investments can each represent more than 15% of total commitments, (iii) to delete the reference to a possibility to invest up to 20% of total commitments in a single portfolio company with an approval of the shareholders, and to consequently amend the article 26.1 of the articles of incorporation of the Company.

*Fifth resolution*

Resolve to limit the ratios applicable to the lending activities of the SICAR or holding of debt instruments to the amounts provided for in article 26.1 of the articles of incorporation of the Company, and to consequently amend the article 26.2 of the articles of incorporation of the Company.

*Sixth resolution*

Resolve to reflect the changes made to the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital by the law of 24 October 2008 and to consequently amend

(i) article 1.1 of the articles of incorporation of the Company so as to provide that the Company shall be governed by the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as amended from time to time;

(ii) article 30.2 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect that the assets of the Company shall be valued on the basis of their fair value; and

(iii) article 38 of the articles of incorporation of the Company so as to amend the definition of well-informed investors.

*Seventh resolution*

Resolve to reflect a requirement of the CSSF regarding the rejection of the SICAR status and to consequently insert an article 24.3 in the articles of incorporation of the Company and to make a few cosmetic changes in article 9.5 of the articles of incorporation of the Company.

#### *Eighth resolution*

Resolve to make a cosmetic change in article 3.1 of the article of incorporation of the Company to be read as follows:

"The corporate object of the Company is to provide its Shareholders with direct or indirect risk capital investments in Luxembourg and/or in foreign entities within the widest meaning permitted under article 1 of the SICAR Law for the purpose of permitting its Shareholders to benefit from equity or near-equity investments in technology-related or other innovative businesses and to maximise its Shareholders return. It will invest for the most part in small and medium enterprises with growth potential, in the early and expansion stage of development (normally having been established for less than 5 years at the time of the first Investment), and the purpose of the Investment should for the most part be the financing of a growth plan and not be the refinancing of existing obligations."

#### *Ninth resolution*

Resolve as a consequence of the above resolution to amend and restate the articles of incorporation of the Company as follows:

### **Chapter I. Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration**

#### **Art. 1. Form. Corporate Name.**

**Art. 1.1.** There is hereby established among the founding Shareholders, including Adara Venture Partners S.à r.l., as sole unlimited partner ("associé commandité") (the "General Partner") and all those who may become limited partners ("associés commanditaires") (the "Limited Partners") (the General Partner and the Limited Partners together the "Shareholders" or individually a "Shareholder"), a company (the "Company") in the form of a partnership limited by shares ("société en commandité par actions") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, more in particular by the law of 15 June 2004 on risk capital investment companies as amended from time to time (the "SICAR Law") and by the present Articles of Association (the "Articles of Association").

**Art. 1.2.** The Company will exist under the corporate name of "Adara Ventures SICAR, S.C.A.".

#### **Art. 2. Registered office.**

**Art. 2.1.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

**Art. 2.2.** The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a decision of the General Partner.

**Art. 2.3.** In the event that in the view of the General Partner extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the SICAR Law. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

**Art. 3.1.** The corporate object of the Company is to provide its Shareholders with direct or indirect risk capital investments in Luxembourg and/or in foreign entities within the widest meaning permitted under article 1 of the SICAR Law for the purpose of permitting its Shareholders to benefit from equity or near-equity investments in technology-related or other innovative businesses and to maximise its Shareholders return. It will invest for the most part in small and medium enterprises with growth potential, in the early and expansion stage of development (normally having been established for less than 5 years at the time of the first Investment), and the purpose of the Investment should for the most part be the financing of a growth plan and not be the refinancing of existing obligations.

**Art. 3.2.** At the end of the Investment Period, at least 65% of invested capital will be invested in companies established or whose operations are principally conducted in Spain. At least 80% of Investments will be in companies established or whose operations are principally conducted in the European Union.

**Art. 3.3.** The Company may also hold securities in listed companies carrying a risk capital feature provided that the Company already held such securities at the time of admission to listing of such securities or that such securities have been acquired by exchange of non listed securities held (other than the Company's own securities). In this event, however, the Company will endeavour not to hold such listed securities as a long term investment and will seek to sell or liquidate such listed securities as soon as the General Partner believes that they should be sold or liquidated.

**Art. 3.4.** The Company may further hold assets in the form of cash or near cash.

**Art. 3.5.** The Company may generally take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by company law.



**Art. 3.6.** The Company may establish short term credit facilities whose duration shall be no longer than 6 months to make Investments or pay otherwise unfunded costs and expenses of the Company instead of, or prior to, issuing Shares. Such credit facility may be secured by assets of the Company; however, the aggregate amount of such credit facilities shall never amount to more than 15% to Total Commitments.

The Company may also establish overdraft facilities, subject to a maximum amount of five hundred thousand euro (EUR 500,000.-).

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for a limited duration ending on December 31<sup>st</sup>, 2013. The duration of the Company may be extended, for up to two periods of one year each, by a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders.

## Chapter II. Capital, Shares

### Art. 5. Corporate capital.

**Art. 5.1.** The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 29 hereof. The minimum subscribed share capital of the Company may at no point in time become less than one million Euros (EUR 1,000,000.-).

**Art. 5.2.** The share capital of the Company shall be represented by the following classes (the "Classes") of shares:

(i) "Class A Shares": shares subscribed by Limited Partners which are entitled to distribution rights as further described below under article 34 below.

(ii) "Class B Shares": shares subscribed by the General Partner which are entitled to distribution rights as further described below under article 34 below.

(iii) "Class C Shares": shares subscribed by Limited Partners which are entitled to distribution rights as further described below under article 34 below.

The Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares are individually referred to as a "Share" and together as the "Shares".

Except to the extent otherwise provided herein or by the law, the rights and obligations attached to the Shares of each Class shall be identical.

**Art. 5.3.** The Shares may be held or acquired by whatever means only by persons or entities qualifying as a Well Informed Investor as defined here below.

**Art. 5.4.** The General Partner was authorised to accept commitments to subscribe for Class A Shares and Class C Shares from Shareholders on one or more dates or periods (each a "Closing") until the Final Closing up to an aggregate amount equal to fifty million euros (EUR 50,000,000.-) (the "Maximum Aggregate Commitment").

Unless increased by a certain share premium paid as an actualisation interest and provided for in a subscription agreement entered into between the Company and a Shareholder, all Shares shall be issued by the Company fully paid-up at a subscription price equal to ten euros (EUR 10.-) and each Class C Share can only be issued with a share premium of twelve euro and fifty cent (EUR 12.5).

### Art. 6. Funding Notice - Capital call.

**Art. 6.1.** The General Partner may, at any time, issue a funding notice to each and all Shareholders specifying that a capital contribution is required with respect to part or all of the Undrawn Commitments of each such Shareholder(s) ("Capital Call").

**Art. 6.2.** All funding notices shall be sent by overnight delivery via an internationally-recognized courier service, by fax or electronic mail.

The funding notice shall specify the amount of the Capital Call and the due date, which shall be at least fifteen (15) Business Days from the date the funding notice is sent.

The funding notice shall specify the intended use of the funds received pursuant to such a Capital Call. In the event the funds are to be invested in portfolio Investments, the funding notice shall disclose the portfolio companies in which these Investments are to be made.

**Art. 6.3.** Every Capital Call shall be made to Shareholders in proportion to their respective commitment, up to the point when all capital committed by each Shareholder has been drawn. However, the General Partner is authorised to accelerate the draw down of its commitment and to be issued the corresponding Class B Shares at any point in time. Such acceleration may occur at any time or times and for any portion or for the entirety of the Class B Commitment.

The issue of any Class A Shares will be pro-rata to all existing Class A Shareholders. The issue of any Class C Shares will be pro rata to all existing Class C Shareholders. Furthermore, the issue of any Class A Shares and Class C Shares shall always be done jointly and in such number as to always maintain the same proportion between the Class A Drawn Commitment and the Class C Drawn Commitment.



**Art. 6.4.** Simultaneous with the accelerated draw down by the General Partner pursuant to Article 6.3, a Draw Down Reserve will be created to maintain a monetary amount equal to the excess of the Class B Drawn Down Commitment in relation to the Class A Drawn Down Commitments, so that the amount of the Class B Drawn Down Commitment which is not maintained in such Draw Down Reserve always bears the same proportion to the amount of Class A Drawn Down Commitments.

The amount maintained in such Draw Down Reserve will be reduced, simultaneous with any issuance of Class A Shares, in order to ensure that the proportions set out above are maintained at any time.

**Art. 6.5.** Without prejudice to the foregoing, the General Partner shall only make Capital Calls in order to fund Investments made by the Company, pay fees and expenses of the Company, or fund a payment under Article 34.2.

**Art. 6.6.** The General Partner may delegate to any of its duly authorized officers or to any other duly authorized person, the duties of collecting and verifying subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such Capital Calls.

**Art. 6.7.** In addition to the corporate capital, a premium account may be set up into which any premium paid on any Share in addition to its par value is allocated. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to a special reserve.

#### **Art. 7. Shares.**

**Art. 7.1.** The Shares will be in the form of registered Shares.

**Art. 7.2.** With respect to the registered Shares, a shareholders' register which may be examined by any Shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each Shareholder and the indication of the number of Shares held, the indication of the payments made on the Shares, as well as the transfers of Shares and the dates thereof.

**Art. 7.3.** Each Shareholder will notify to the Company by fax or registered mail its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

**Art. 7.4.** Ownership of the registered Shares will result from the recordings in the shareholders' register.

**Art. 7.5.** Class A Shares are not freely transferable. In the event that a Class A Shareholder proposes to sell, assign, transfer by way of security, pledge, mortgage, charge or otherwise by encumbrance, or otherwise to dispose of its Class A Shares to any third party, which must qualify as a Well Informed Investor, such Class A Shareholder shall give the General Partner written notice of its intention to sell said Class A Shares, which notice shall state the proposed sale price and any and all other terms, conditions and details of such sale. The General Partner shall within five (5) Business Days upon receipt of such notice, notify all other Shareholders of this intention. The other Shareholders have then the option to purchase said Shares during a period of fifteen (15) Business Days, after which the Shares can be sold to a third party who is not a Shareholder, in accordance with the terms and conditions of the notice. The General Partner shall give its prior consent to any sale, such approval not to be unreasonably withheld.

**Art. 7.6.** Class B Shares cannot be transferred unless such transfer is approved by a vote representing either (i) 90% of the Class A Shares or (ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares.

**Art. 7.7.** In the event that a Class C Shareholder proposes to sell, assign, transfer by way of security, pledge, mortgage, charge or otherwise by encumbrance, or otherwise to dispose of its Class C Shares to any third party, which must qualify as a Well Informed Investor, such Class C Shareholder shall give the General Partner written notice of its intention to sell said Class C Shares, which notice shall state the proposed sale price and any and all other terms, conditions and details of such sale. The General Partner shall within five (5) Business Days upon receipt of such notice, notify all other Shareholders of this intention. The other Shareholders have then the option to purchase said Shares during a period of fifteen (15) Business Days, after which the Shares can be sold to a third party who is not a Shareholder, in accordance with the terms and conditions of the notice. Unlike in the case of Class A Shares, if and to the extent the Class C Shareholder is a pension fund domiciled and regulated in Spain, the General Partner consent to any such sale, assignment, transfer or disposal of Class C Shares shall not be required.

#### **Art. 8. Repurchase of shares.**

**Art. 8.1.** The Company may repurchase its own Class A Shares and Class C Shares. A repurchase of Class A Shares or Class C Shares shall be effected at the sole initiative of the Company acting through its General Partner for the purposes set out in Article 8.3 and Article 34. Except in the event of a repurchase of Class A Shares or Class C Shares associated with an event of default from a Class A Shareholder or Class C Shareholder as the case may be (as described in Article 8.3) and in the event a Class A Shareholder or Class C Shareholder does no longer have the status of a Well Informed Investor, the total number of Class A Shares and Class C Shares repurchased by the Company shall be allocated pro rata among all Class A Shareholders and Class C Shareholders, as the case may be, so that the percentage held by each Class

A Shareholder and Class C Shareholder out of the total number of Class A Shares plus Class C Shares does not change following the repurchase transaction.

**Art. 8.2.** The amounts distributed to Class A Shareholders and/or Class C Shareholders as a result of repurchases of Class A Shares or Class C Shares shall be allocated in accordance with the rules set in these Articles of Association and in particular in Article 34.

**Art. 8.3.** In case of an event of default (being an event pursuant to which a Shareholder fails to validly subscribe to new Class A Shares or to new Class C Shares in the Company in breach of its contractual financial commitments to the Company under Capital Call arrangements) and in the event a Class A Shareholder does no longer have the status of a Well Informed Investor, the Company may repurchase the Shareholder's Class A Shares or Class C Shares, after a cure period of forty five (45) days has elapsed, at a repurchase price reflecting the book value of the Class A Shares or Class C Shares (as relevant) or their net asset value at the time of the default or the loss of the Well Informed Investor status, as applicable, if the net asset value is less than the book value, in each case less the costs and expenses resulting from the Shareholder's default or loss of the Well Informed Investor status, as applicable. The payment of the repurchase price shall in such case be deferred until such time as the defaulting Shareholder or the Shareholder having lost its Well Informed Investor status would have received distributions on the repurchased Class A Shares or Class C Shares if there had been no such default or loss of the Well Informed Investor status resulting in the repurchase of the Class A Shares or Class C Shares. Class A Shares or Class C Shares so repurchased shall be cancelled by resolution of the General Partner.

**Art. 8.4.** The Company may call for a repurchase of Class A Shares and Class C Shares, in whole or in part, by notice sent by registered mail at the address which appears in the register of Shareholders of the Company mentioning (i) the date of the repurchase, (ii) the number of Shares called for repurchase, (iii) the repurchase price, and (iv) the method and timing of the payment of the repurchase price.

**Art. 8.5.** In case of the removal of the General Partner, for whatsoever reason, or the withdrawal of the General Partner as per Article 9.7, and in the event the General Partner has subscribed any Class B Shares pursuant to the accelerated draw down described in Articles 6.3 and 6.4, the Company shall repurchase Class B Shares from the General Partner in an amount such that the number of then outstanding and issued Class B Shares represents the same proportion to the Class B Commitments as the proportion of the outstanding and issued Class A Shares to the Class A Commitments. This repurchase will occur prior to the application of the provisions contained in Articles 8.6 and 8.7.

**Art. 8.6.** Following the removal of the General Partner in case of fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of its duties, all the remaining Class B Shares after any repurchase pursuant to Article 8.5, shall automatically, subject to compliance with rules imposed by applicable law, convert into Class A Shares, provided that at least one Class B Share has been issued to or acquired by the successor General Partner, and resulting in no continuing ownership of Class B Shares by the removed General Partner.

**Art. 8.7.** Other than in the circumstances set out in Article 8.6, the General Partner shall, after any repurchase pursuant to Article 8.5, continue to hold a maximum number of Class B Shares, depending on the date of its removal or withdrawal. Such maximum number of Class B Shares will be as in the table set out below:

Date of General Partner removal / withdrawal	Maximum number of Class B Shares to be held by the General Partner
31 Dec 2006 . . . . .	36,000
31 Dec 2007 . . . . .	48,000
31 Dec 2008 . . . . .	60,000
31 Dec 2009 . . . . .	72,000
31 Dec 2010 . . . . .	84,000
31 Dec 2011 . . . . .	96,000
31 Dec 2012 . . . . .	108,000
31 Dec 2013 . . . . .	120,000

The preceding vesting formula of the holding of Class B Shares will accrue on a linear quarterly basis within each financial year.

Therefore, upon removal or withdrawal of the General Partner, in circumstances other than those described in Article 8.6, any remaining Class B Shares held by the General Partner, following the repurchase pursuant to Article 8.5, that are in excess of the number of Class B Shares described in the table above, shall, subject to compliance with rules imposed by applicable law, convert into Class A Shares.

### Chapter III. Management, Steering committee

#### Art. 9. Management.

**Art. 9.1.** The Company shall be managed by Adara Venture Partners S.á r.l., in its capacity as sole General Partner and holder of Class B Shares of the Company.

**Art. 9.2.** The General Partner must promptly inform the Steering Committee and the Shareholders of any material change in the ownership and the management of the General Partner. In case of a proposed change of control of the General Partner, as soon as the Board of Directors of the General Partner endorses such a proposed transaction, the General Partner shall (i) suspend all investment activity and (ii) promptly inform the Class A Shareholders and Class C Shareholders to enable the Class A Shareholders and Class C Shareholders, within a 3 month period, to decide at a Shareholders' meeting by a vote representing either: i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares without the consent of the General Partner being necessary, whether the investment activity should be resumed. For the avoidance of doubt, any removal of the General Partner which could result from a proposed change of control transaction of the General Partner, pursuant to this Article 9.2 shall not per se be considered a removal due to the General Partner's fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of its duties.

**Art. 9.3.** The General Partner may be removed at any time by the Shareholders upon proposal by the Steering Committee or the Class A Shareholders or the Class C Shareholders and by a vote representing either: i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares. However, in the event of fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of its duties, the General Partner may be dismissed by a vote representing either: i) 60% of the Class A Shares or ii) 40% of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares. Class A Shareholders and Class C Shareholders approving the removal of the General Partner shall simultaneously adopt a resolution with respect to the conversion of the Class B Shares held by the then removed General Partner into Class A Shares pursuant to Articles 8.5, 8.6 and 8.7.

In all cases, the General Partner may be dismissed only if another unlimited partner already exists or another General Partner has already been appointed.

**Art. 9.4.** Unless the General Partner is removed for fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of its duties, it will be entitled to a severance payment equal to the management fees (as described in Article 10.2) paid in the prior 12 months.

**Art. 9.5.** In the event the General Partner is removed or has withdrawn, Articles 8.5, 8.6 and 8.7 relating to the repurchase and conversion of Class B Shares will apply. In addition, the General Partner will forgo the right to subscribe to any further Class B Shares pursuant to the subscription agreement executed with the Company. No increase in the authorised number of Class B Shares will be permitted as a result of the removal of the General Partner.

**Art. 9.6.** The General Partner is not entitled to withdraw as General Partner without the approval of at least i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares who shall simultaneously adopt a resolution in relation with the conversion of the Class B Shares into Class A Shares pursuant to Articles 8.5, 8.6 and 8.7.

In all cases, the General Partner may be dismissed or can withdraw only if another unlimited partner already exists or another General Partner has already been appointed.

**Art. 9.7.** In the event of the removal of the General Partner in accordance with Article 9.3 or its withdraw in accordance with Article 9.6, and in case no other unlimited partner already exists or no another General Partner has already been appointed, the Class A Shareholders and the Class C Shareholders must, before passing any resolution with respect to said removal of the General Partner, convene an extraordinary general meeting at which the Class A Shareholders and the Class C Shareholders will resolve to issue new Class B Share(s) to another unlimited partner without reserving to Class B Shareholders a preferential right to subscribe.

When another unlimited partner already exists or another General Partner has been appointed, the Class A Shareholders and the Class C Shareholders are entitled to pass a resolution to either remove or accept the voluntary withdrawal of the existing General Partner in accordance with the rules set out in this Article 9.

Once the new General Partner has been appointed, these Articles of Association shall be amended to reflect such appointment.

**Art. 9.8.** Neither the Class A Shareholders nor the Class C Shareholders shall participate in nor interfere with the management of the Company and shall have no rights and obligation in such respect.

#### **Art. 10. Powers of the general partner, Fees payable to and Expenses incurred by the general partner.**

**Art. 10.1.** The General Partner is vested with all the powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Association to the general meeting of Shareholders are in the competence of the General Partner.

**Art. 10.2.** The General Partner shall be entitled to receive from the Company in respect of the carrying out of its services a management fee equal to 2.00% of the Undrawn and Drawn Commitments and paid semi-annually in advance during the Investment Period.

After the Investment Period, the management fee, that remains at a rate of 2.00%, will be calculated as a percentage of the Undrawn and Drawn Commitments, minus the acquisition cost of any realized and distributed Investments. However, the management fee paid to the General Partner as of the sixth year following the Final Closing date will not exceed: i) in the sixth year, 80% of the maximum amount of management fees charged in any previous year; ii) in the seventh year, 60% of the maximum amount of management fees charged in any previous year; iii) in the eighth year and thereafter, 40% of the maximum amount of management fees charged in any previous year.

**Art. 10.3.** In the event that the General Partner receives any advisory, board membership or transaction-related fees from a company in which the Company is a shareholder, then the General Partner will offset against the future management fees receivable from the Company an amount equal to 50% of any such collected fees.

**Art. 10.4.** The General Partner shall bear, out of the above mentioned management fee, the costs associated with the performance of its general duties in relation with the management of the Company and the pursuit of the Company's corporate objective. Such costs include compensation and employee benefits expenses of its employees and all rent, equipment, travel and day-to-day expenses incurred by the General Partner.

**Art. 10.5.** The Company will bear all fees and expenses incurred in connection with:

i) its own administration, including legal, audit, depositary services, custodian fees and commissions, administrative services, printing, taxation and fees and expenses related with the Steering Committee, or the Shareholders meetings; and

ii) the formal pursuit of specific transactions, whose pursuit has been approved by the Investment Committee (in the form of a preliminary investment memorandum or otherwise), including the costs of acquiring or disposing of Investments, such as agents or advisors, due diligence expenses (which in turn may include expert advice, legal services, technical consultants, accountants etc.), and other similar expenses which, to the extent that these are not borne by third parties, will be added to a transaction costs account in the books of the Company in the case of completed transactions ("Transaction Costs") or be paid directly by the Company in the case of uncompleted or aborted transactions ("Broken Deal Costs").

**Art. 10.6.** The Company will pay the General Partner a one-time fee to cover duly justified establishment expenses, which shall amount to the lower of: i) 1.25% of the aggregate Total Commitments of the Company, and ii) € 500,000. This fee will be re-calculated after each closing, and any adjustment due to an increase in aggregate Total Commitments will be paid to the General Partner upon such closing.

#### **Art. 11. Liability of the general partner and of the shareholders, Indemnification of the general partner.**

**Art. 11.1.** The General Partner shall be jointly and severally liable with the Company for all liabilities of the Company which cannot be met out of the Company's assets. To mitigate such liability the Company shall apply for insurance coverage.

**Art. 11.2.** The Company shall indemnify the General Partner and its directors, officers and staff against any claims, liabilities, costs, damages and expenses, including legal fees, incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company except where such claim is the result of fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of its or their duties.

**Art. 11.3.** The Shareholders other than the General Partner shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than exercising their rights as Shareholders in general meetings or otherwise, and, consequently, each Class A Shareholder and Class C Shareholder shall only be liable as Shareholder of the Company up to the amount of its commitment in Class A Shares or Class C Shares of the Company.

**Art. 12. Delegation of powers.** The General Partner may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more officers, employees or other persons or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

**Art. 13. Representation of the company.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more duly authorised signatories, such as designated by the General Partner at its sole discretion, including by the single signature of each of the persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the General Partner, within the limits of such power.

#### **Art. 14. Steering committee.**

**Art. 14.1.** A steering committee (the "Steering Committee"), composed of five (5) or more members, will be proposed by the General Partner for ratification by Class A Shareholders and Class C Shareholders at the general meeting.

Ratification of the appointment of Steering Committee Members will be for a term of office of one (1) year, subject to renewal by the annual general meeting of Shareholders.

**Art. 14.2.** Class A Shareholders whose commitments are equal to 10% or more of the Total Commitments will have the right to appoint a representative of the Steering Committee.

**Art. 14.3.** The Steering Committee will appoint from among its members a chairman (the "Committee's Chairman") and its voting procedures shall require majority approval of all appointed members, with each member having one vote and the Chairman not being entitled to a casting vote.

**Art. 14.4.** The Steering Committee shall meet upon call by the Committee's Chairman or by the General Partner, and at least every six months to provide the General Partner with general and specific advice on Investment strategy and governance.

**Art. 14.5.** Notices of meetings of the Steering Committee will be sent to the members of the Steering Committee at least fifteen (15) Business Days prior to such meeting. Said notice shall state the agenda of the meeting, the General Partner recommendations and any other relevant information in relation to the agenda of the meeting.

**Art. 14.6.** More specifically, the Steering Committee will endeavour to perform the following functions:

- (i) consider and review the Company's investment policy in light of prevailing market trends, and provide general advice in support of the General Partner's activity;
- (ii) monitor the Company's investment activity and its general compliance with the Company's investment policy;
- (iii) review and comment on the budgets for the Company as prepared by the General Partner;
- (iv) review and comment on the General Partner's valuations of the Company's unrealized portfolio of Investments, including the valuation of the Shares;
- (v) consider and make recommendations as to the settlement of any real or potential conflict of interest issues; and
- (vi) consider and advise with regards to any other matters related to the Company as and when requested by the General Partner or the Shareholders,

provided always that the function of such Steering Committee shall be to consult with the General Partner in relation to the above matters and the General Partner shall not be required to follow any advice or recommendation of the Steering Committee but shall exercise its powers as set out herein at its own discretion, except that the General Partner shall not cause the Company to enter into any transaction or arrangement involving any potential or actual conflict of interest brought to the attention of the Steering Committee unless and until the Steering Committee shall have confirmed that such transaction or arrangement may be concluded notwithstanding such potential or actual conflict.

**Art. 14.7.** No Steering Committee Member shall have any liability whatsoever for any loss to the Company or the Shareholders arising in respect of services as a Steering Committee Member save in respect of any matter arising from such person's fraud, bad faith, willful misconduct or conscious and material breach of his duties, and each Steering Committee Member shall be indemnified out of the Company's assets against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including reasonable legal fees) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from him having acted as a Steering Committee Member, provided however that a Steering Committee Member shall not be so indemnified in respect of any matter arising from such person's fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or conscious and material breach of his duties.

**Art. 14.8.** The Steering Committee shall meet in person or via teleconference. In the event that physical attendance at meetings is required, the Company shall reimburse the members of the Steering Committee for their duly justified, reasonable out-of-pocket expenses incurred in connection with one yearly attendance of a Steering Committee meeting.

**Art. 14.9.** The General Partner will attend the meetings of the Steering Committee except when the Steering Committee requests that the General Partner representatives abstain from participating in the whole or in portions of this meeting.

**Art. 14.10.** In relation to an actual or a potential conflict of interest affecting a member of the Steering Committee, that member will be required to notify the Steering Committee and, if requested by any member of Steering Committee, the member with the actual or potential conflict of interest (i) must not be present when the matter is discussed or a vote is taken in relation to the matter; and (ii) may not vote in relation to the matter

**Art. 14.11.** The General Partner must promptly inform the Steering Committee of any actual or potential conflict of interest it is confronted with when carrying out its duties as General Partner of the Company.

**Art. 14.12.** On selected occasions and in the course of fulfilling the functions described above, the Steering Committee may request the General Partner to allow the attendance of one of its members at the meetings and deliberations of the Investment Committee, as a non-voting observer.



**Art. 15. Dissolution Incapacity of the general partner.**

**Art. 15.1.** In case of dissolution, receivership or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act, the Company will not be dissolved.

In that event the Steering Committee shall designate one or more administrators, who need not be Shareholders, until such time as the general meeting of Shareholders shall convene for purposes of appointing a new General Partner.

**Art. 15.2.** Within fifteen days of their appointment, the administrator(s) shall convene the general meeting of Shareholders in the way provided for by the Articles of Association.

**Art. 15.3.** The administrators' duties consist in performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of Shareholders shall convene.

The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

**Art. 15.4.** The Company shall indemnify the administrators against any claims, liabilities, costs, damages and expenses, including legal fees, incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company except where such claim is the result of fraud, gross negligence, gross professional misconduct, wilful default, wilful illegal acts or a conscious and material breach of their duties.

**Chapter IV. - Meeting of shareholders****Art. 16. Powers of the meeting of shareholders.**

**Art. 16.1.** Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

**Art. 16.2.** Subject to all the other powers reserved to the General Partner by law or these Articles of Association, it has the powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company as well as consider proposals presented by the General Partner, the Steering Committee, the Class A Shareholders or the Class C Shareholders.

**Art. 16.3.** Without prejudice to the provisions of Articles 23.6 and 24.1, it shall neither carry out nor ratify acts which involve the Company vis-a-vis third parties nor resolve to amend these Articles of Association without the General Partner's consent.

**Art. 16.4.** It may dismiss the General Partner and appoint another General Partner in accordance with the procedure as set out in Article 9.3.

**Art. 17. Annual general meeting.** The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the second Tuesday of the month of June of each year at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday or a weekend day, the meeting will be held on the next following Business Day.

**Art. 18. Other general meetings.** The General Partner may convene other general meetings. Shareholders representing at least one tenth of the Shares shall also have the right to convene such meetings.

**Art. 19. Notice of general meetings.**

**Art. 19.1.** Shareholders will meet upon call by the General Partner made in compliance with Luxembourg law. The notice sent to the Shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda, the nature of the business to be transacted, the details of any proposed amendment of the Articles of Association, including the related proposed new wording.

**Art. 19.2.** If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 19.3.** The Steering Committee is entitled to convene an extraordinary general meeting of the Shareholders of the Company to resolve upon recommendation of the Steering Committee on the replacement of the General Partner.

**Art. 20. Attendance representation.**

**Art. 20.1.** All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings.

**Art. 20.2.** A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing in writing or telegram or telex as his proxy another person who need not be a Shareholder himself. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting in this way.

**Art. 20.3.** Any company or other legal entity being a Shareholder may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise in writing, by fax or by telegram such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting, subject to the production of such evidence of authority as the General Partner may require.

**Art. 20.4.** The General Partner may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the General Partner at least five days prior to the date set for the meeting. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting in this way.

**Art. 20.5.** The coowners, the usufructuaries and bareowners of Shares, the creditors and debtors of pledged Shares must appoint one sole person to represent them at the general meeting.

The General Partner may designate up to four of its directors to attend the general meeting, one of which will be appointed to represent the Class B Shares.

**Art. 21. Proceedings.** The general meeting shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of the general meeting shall appoint a secretary.

The general meeting of Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

**Art. 22. Adjournment.** The General Partner may forthwith adjourn any annual general meeting, once, by up to four weeks, further adjournments requiring approval of Shareholders holding at least 20% of Class A Shares or 100% of the Class C Shares. The General Partner must adjourn any other general meeting if so required by Shareholders representing at least one fifth of the Company's Class A Shares or 100% of the Class C Shares.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting has the same agenda as the first meeting. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second meeting.

#### **Art. 23. Vote.**

**Art. 23.1.** An attendance list indicating the name of the Shareholders and the number and the category of Shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings.

**Art. 23.2.** The general meeting may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

**Art. 23.3.** Shareholders having a conflict of interest in relation with any item of the agenda must declare the existence of such a conflict of interest and abstain from participating to the vote on such agenda item.

**Art. 23.4.** Each Share entitles to one vote, save where, within the limits permissible under Luxembourg law, the General Partner has suspended the voting rights of the holder of such Share as a result of a default by such holder to comply with its contractual funding obligations towards the Company, as from time to time may occur.

**Art. 23.5.** Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting resolves by a simple majority vote to adopt another voting procedure.

**Art. 23.6.** At any general meeting other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, and unless otherwise provided in these Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast. No resolution may be adopted without the consent of the General Partner, save for a resolution regarding the replacement or the removal of the General Partner, or the appointment of a new unlimited partner in connection with such replacement, or any other resolution that only requires, pursuant to the provisions of these Articles of Association the approval of Class A Shareholders and/or Class C Shareholders.

#### **Art. 24. Extraordinary general meetings and Rejection of the Sicar status.**

**Art. 24.1.** At any extraordinary general meeting convened in accordance with the law for amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the adoption of the proposed amendment shall require the positive vote of at least i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares. No resolution may be adopted without the consent of the General Partner, save for a resolution regarding the replacement or the removal of the General Partner, the appointment of a new unlimited partner in connection with such replacement, or any other resolution that only requires pursuant to the provisions of these Articles of Association the approval of Class A Shareholders and/or Class C Shareholders.

**Art. 24.2.** Shareholders having a conflict of interest in relation with any item of the agenda must declare the existence of such a conflict of interest and abstain from participating to the vote on such agenda item.

**Art. 24.3.** Notwithstanding Article 24.1, and subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, any resolution of a meeting of Shareholders to the effect of rejecting the SICAR status pursuant to the SICAR Law shall be passed with the unanimous approval of all Shareholders.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of any general meeting of Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.



## Chapter V. - Investment, Diversification, Valuation

### Art. 26. Investment.

**Art. 26.1.** The investment policy of the Company shall be determined by the General Partner, provided that the General Partner may not cause the Company to invest more than 18% of Total Commitments in a single portfolio Investment and that no more than two single portfolio Investments can each represent investments of more than 15% of Total Commitments.

**Art. 26.2.** The Company may lend money to or otherwise hold a debt instrument issued by entities in which the Company is already a shareholder; however, the aggregate amount of such loans or debt instruments shall never exceed the amounts described in article 26.1 above. Furthermore, for the purpose of calculating the maximum investment in a Portfolio Company, as described in the paragraph above, such a maximum amount shall include the aggregate amount of funds invested in equity-related instruments, loans or debt instruments, and any other means by which the Company has provided funds to such Portfolio Company

**Art. 26.3.** Unless approved by either i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares, after the end of the Investment Period, the General Partner may only cause the Company to make Investments in entities in which it is already a shareholder or in which an Investment was made during the Investment Period.

**Art. 26.4.** Unless approved by either i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares, the General Partner will not cause the Drawn Commitments at the end of the Investment Period to exceed 60% of the Company's Maximum Aggregate Commitment.

**Art. 26.5.** The Company shall not make investments in venture capital funds or in other entities whose nature and object is similar to that of the Company.

### Art. 27. Co-investment.

**Art. 27.1.** The General Partner shall not, and shall procure that no associate, officer, director, shareholder, agent, partner or employee of the General Partner (the "Associates") shall make Investments in portfolio companies or affiliates of such companies or provide financing thereto in their own capacity (provided that if the relevant Portfolio Company is the subject of a quotation, the restrictions contained in this paragraph shall cease to apply).

**Art. 27.2.** If the Company ceases to hold Investments in a Portfolio Company (otherwise than at the end of the life of the Company or its earlier termination in accordance with these Articles of Association) the General Partner shall not, and shall procure that any Associate shall not make without the prior written consent of the Steering Committee, any Investment in such Portfolio Company until the expiry of 6 months after the disposal by the Company of an Investment in such Portfolio Company (provided that if the relevant former Portfolio Company becomes the subject of a quotation, the restrictions contained in this paragraph shall cease to apply).

**Art. 27.3.** Where a potential Investment is deemed by the General Partner to be too large for the Company to acquire by itself, co-investment opportunities may from time to time be offered independently and on an arm's length basis to Shareholders (not in their capacity as Shareholders in the Company) who have expressed their interest to the General Partner. Under such circumstances the Company and the co-investing Shareholder will co-invest in each Investment at the same time and on the same economic terms (including appropriate arrangements in relation to cost sharing between the Company and the co-investing Shareholder(s)) and the Company and the co-investing Shareholder shall realize such Investments at the same time and on the same economic terms.

**Art. 27.4.** No Investment shall be made in a Portfolio Company in which the General Partner, or any Associate, is a shareholder.

**Art. 28. Reinvestment of funds.** The proceeds realised on the disposal of Investments shall not be applied in the making of further Investments, provided that Investments of drawn capital which are realized or disposed of in a period no greater than 6 months from the effective date of the Investment, provided that they were conceived as short term or bridging transaction in nature, may, at the sole discretion of the General Partner, be re-deployed in other Investments by the Company instead of being immediately returned to the Shareholders.

### Art. 29. Valuation of the investments.

**Art. 29.1.** The Company shall calculate its net asset value on a quarterly basis and make it available to the Shareholders so requesting.

**Art. 29.2.** The valuation of portfolio Investments will be based on their fair value and made in accordance with established standards put forth by the European Venture Capital Association ("EVCA") or any successor thereof, as they are published from time to time, with, in any case, the two following prevailing principles:

- a) the valuation shall be prudent and applied consistently and professionally; and
- b) the method, data and process used in coming to the valuation shall be clearly documented.

Liquid assets and money market instruments held on a temporary basis will be valued for the full amount thereof (liquid assets) and at their fair market value (money market instruments) as determined in good faith in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

**Art. 30. Custodian.** The custody of portfolio Investments of the Company shall be entrusted to a depository. The depository shall be a credit institution within the meaning of the law of 5 April 1993 relating to the supervision of the financial sector, as amended, having its registered office in Luxembourg or being established in Luxembourg if its registered office is located in another State.

#### Chapter VI. - Supervision of the accounts

**Art. 31. Independent auditor.** The supervision of the accounts of the Company shall be entrusted to an independent auditor ("réviseur d'entreprises indépendant), whose appointment shall be made through a resolution approved at a general or at an extraordinary general meeting of Shareholders.

#### Chapter VII. - Financial year, Distribution of earnings

**Art. 32. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the last day of December in the same year.

**Art. 33. Adoption of financial statements.** The General Partner shall prepare, for approval by the Shareholders, annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

#### Art. 34. Allocation of profits.

**Art. 34.1.** The Net Proceeds of the Company will be allocated according to the following rules:

(i) first, 100% to Class A Shares, Class C Shares and Class B Shares in the same proportion as the Class A Commitments, the Class C Commitments and the Class B Commitments bear to each other, until such time as the Net Proceeds distributed equal the total Drawn and Undrawn Commitments;

(ii) thereafter, 100% to Class A Shares, Class C Shares and Class B Shares in the same proportion as the Class A Commitments, the Class C Commitments and the Class B Commitments bear to each other, until such time as the Net Proceeds distributed equal to 15% of the total Drawn and Undrawn Commitments;

(iii) thereafter, 100% to Class B Shares, until such time as Class B Shares have received an amount equal to 25% of the amount distributed under (ii) above; and

(iv) thereafter, a) 80% to Class A Shares, Class C Shares and Class B Shares in the same proportion as the Class A Commitments, the Class C Commitments and the Class B Commitments bear to each other, and b) 20% to Class B Shares, until all Net Proceeds have been distributed.

**Art. 34.2 (A).** Upon liquidation or dissolution of the Company, and to the extent that:

(i) the Net Proceeds distributed pursuant to Article 34.1 (i) and (ii) exceed 115% of Total Commitments;

(ii) there are still Undrawn Commitments in respect to which a Capital Call can be made; and

(iii) the relevant liquidation proceeds are not sufficient to fund the payment to the General Partner pursuant to this Article 34.2,

then the General Partner shall be entitled to make a Capital Call to all Shareholders of no more than their respective Undrawn Commitment in order to fund a payment to the Class B Shareholder for an amount which, when added to the amounts distributed to Class B Shareholders pursuant to Article 34.1 (iii) and (iv.b), would be equal to 20% of the aggregate Net Proceeds minus Drawn Commitments.

**Art. 34.2 (B).** The aggregate sum to be distributed to the Class B Shareholders pursuant to Article 34.1 (iii) and (iv.b) and Article 34.2 (A) shall not, under any circumstances, be higher than 20% of the aggregate Net Proceeds minus Drawn Commitments.

**Art. 34.3.** Net Proceeds shall be distributed as soon as practicable in the judgement of the General Partner and in accordance with these Articles of Association.

**Art. 34.4.** All income attributable to Class A Shares and to Class C Shares is accumulated. Distributions to Class A Shares and to Class C Shares will be made by means of Share repurchases, which shall be made in cash or in kind, provided the Company cannot impose a distribution in kind upon a Shareholder.

**Art. 34.5.** Each distribution of Net Proceeds to Class A Shares shall give rise to a repurchase of a number of Class A Shares whose aggregate subscription price is equivalent to the acquisition cost of the Investment being realised (and whose Net Proceeds gives rise to a distribution) multiplied by the percentage that Class A Commitments represent out of Total Commitments. Such repurchase of Class A Shares shall be executed and allocated among Class A Shareholders as described in Article 8.1.

The price paid for each Class A Share repurchased shall be equal to the aggregate amount of money to be distributed to Class A Shares, as per the rules above for allocating Net Proceeds, divided by the number of Class A Shares being repurchased.

**Art. 34.6.** Each distribution of Net Proceeds to Class C Shares shall give rise to a repurchase of a number of Class C Shares whose aggregate subscription price plus share premium is equivalent to the acquisition cost of the Investment being realised (and whose Net Proceeds give rise to a distribution) multiplied by the percentage that Class C Commitments represent out of Total Commitments. Such repurchase of Class C Shares shall be executed and allocated among Class C Shareholders as described in Article 8.1.

The price paid for each Class C Share repurchased shall be equal to the aggregate amount of money to be distributed to Class C Shares, as per the rules above for allocating Net Proceeds, divided by the number of Class C Shares being repurchased.

**Art. 34.7.** Amounts to be distributed to Class B Shareholders, as per Articles 34.1, 34.2 and 35.3, will occur in the form of dividends.

**Art. 34.8.** Class A Shares and Class C Shares repurchased by the Company shall be cancelled.

### Chapter VIII. Dissolution, Liquidation

#### Art. 35. Dissolution, Liquidation.

**Art. 35.1.** The Company is automatically dissolved upon occurrence of the term as provided by Article 4 of these Articles of Association. The Company may also be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders holding at least i) 90% of the Class A Shares or ii) two thirds of the Class A Shares plus 100% of the Class C Shares, plus each time the positive vote of the General Partner.

**Art. 35.2.** The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of Shareholders who will determine their powers and their compensation.

**Art. 35.3.** Upon liquidation the amount maintained in the Draw Down Reserve pursuant to Article 6.4 shall be distributed to Class B Shareholders.

Thereafter, the net liquidation proceeds shall serve to pay all debts and charges against the Company as well as the expenses of the liquidation.

The then remaining net liquidation proceeds shall be distributed in such amounts as required to ensure that the holders of Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares have all participated, at the end of the liquidation, as described in Article 34.1 and 34.2.

### Chapter IX. Applicable law - Definitions

**Art. 36. Applicable law.** All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and with the SICAR Law.

#### Art. 37. Definitions.

"Business Day" means day on which banks are open for business in Luxembourg and Spain.

"Capital Call" means the funding notices to each Shareholder, as issued from time to time by the General Partner, pursuant to Article 6.1.

"Class A Commitments" means the aggregate commitments of funds (drawn and undrawn) which Class A Shareholders are committed to invest in the Company, pursuant to any subscription agreement entered into between the Company and any and each such Class A Shareholder, and which is not in default with regards to a Capital Call.

"Class B Commitments" means the aggregate commitments of funds (drawn and undrawn) which the General Partner is committed to invest in the Company, pursuant to any subscription agreement entered into between the Company and the General Partner, and which is not in default with regards to a Capital Call.

"Class C Commitments" means the aggregate commitments of funds (drawn and undrawn) which Class C Shareholders are committed to invest in the Company, pursuant to any subscription agreement entered into between the Company and any and each such Class C Shareholder, and which is not in default with regards to a Capital Call.

"Class A Drawn Commitments" means the aggregate commitments of funds which the Class A Shareholders have, from time to time, invested in (and paid following a Capital Call pursuant to Article 6) the Company.

"Class B Drawn Commitments" means the aggregate commitments of funds which the General Partner has, from time to time, invested in (and paid following a Capital Call pursuant to Article 6) the Company.

"Class C Drawn Commitments" means the aggregate commitments of funds which the Class C Shareholders have, from time to time, invested in (and paid following a Capital Call pursuant to Article 6) the Company.

"Class A Share" means a class A share of the Company, as issued from time to time.

"Class B Share" means a class B share of the Company, as issued from time to time.

"Class C Share" means a class C share of the Company, as issued from time to time.

"Class A Shareholder" means a holder of Class A Shares, also referred to as a Limited Partner ("actionnaire commanditaire").

"Class B Shareholder" means a holder of Class B Shares, also referred to as the General Partner ("associé commandité").

"Class C Shareholder" means a holder of Class C Shares, also referred to as a Limited Partner ("actionnaire commanditaire").

"Draw Down Reserve" means the reserve created, pursuant to Article 6.4, to maintain funds contributed to the Company by the General Partner in the form of accelerated draw downs pursuant to Article 6.3.

"Drawn Commitments" means the aggregate commitments of funds which the Shareholders have invested and paid to the Company, following a Capital Call.

"Final Closing" means 31 March 2006.

"First Closing" means July 18, 2005.

"General Partner" means Adara Venture Partners S.á r.l., as sole unlimited partner, holder of Class B Shares ("associé commandité").

"Investment(s)" means an investment or investments acquired by the Company including but not limited to shares, debentures, convertible loan stock or other securities and loans made to any body corporate or other entity (pursuant to these Articles of Association).

"Investment Committee" means a committee established from time to time by Adara Venture Partners S.á r.l. to decide on Investment or divestment proposals.

"Investment Period" means the period commencing on the First Closing and ending on the earlier of (i) 31-December-2008 and (ii) the date when Drawn Commitments are equal to 60% of the Maximum Aggregate Commitment, as set out in Article 5.

"Limited Partners" means holders of Class A Shares or Class C Shares ("associés commanditaires").

"Net Proceeds" means any i) net proceeds attributable to the disposition of any Investment by the Company, including all proceeds attributable to such Investment disposal, net of all related expenses and all liabilities connected with such Investment, as well as any distributions in kind, together with any dividends or interest income of the Company, after deduction of any due management fees, set-up costs and other Company's costs and expenses, and ii) asset or cash of the Company which the General Partner believes should be distributed to Shareholders.

"Portfolio Company" means any body corporate, association, partnership or other collective investment scheme or other entity or person wherever established, incorporated or resident in respect of which the Company holds Investments.

"Shareholders" or individually a "Shareholder" means the General Partner and the Limited Partners.

"Steering Committee Member" means any duly appointed member of the Steering Committee.

"Total Commitment" means the sum of the Drawn Commitments and the Undrawn Commitments.

"Undrawn Commitments" means the aggregate commitments of funds which the Shareholders are committed to invest in the Company but that are not yet invested, pursuant to any subscription agreement entered into between the Company and any and each Shareholder.

"Well Informed Investor" means a professional investor, an institutional investor or an investor who, in accordance with the SICAR Law and these Articles of Association (i) has confirmed in writing her/his/its adherence to the well informed investor status as referred to in the SICAR Law and (ii) has confirmed its unconditional commitment to purchase a specific number of Shares at a stated purchase price, with a minimum commitment of EUR 125,000.-, which represents the investor's Total Commitment to the Company according to the terms and conditions of the subscription agreement or (iii) has received a confirmation from a credit institution within the meaning of the Directive 2006/48/CE, an investment firm within the meaning of the Directive 2004/39/CE or a management company within the meaning of the Directive 2001/107/CE stating that she/he/it is experienced enough to appreciate in an adequate manner an investment in risk capital.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French text and the English text, the English text will prevail.

After reading of the document to the appearing persons, known to the notary by her first and surname, civil status and residence, the said persons signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille neuf, le neuf décembre

Par devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Adara Ventures SICAR, une société en commandité par actions qualifiée de société d'investissement en capital à risque, ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 108.804

(la "Société") et constituée suivant acte reçu par Maître Paul Decker en date du 15 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 5 septembre 2005, numéro 844.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures, sous la présidence de Madame Tania ARAUJO, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, laquelle désigne Monsieur Jérémie VUILLQUEZ, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, 14, rue Erasme, en qualité de secrétaire et Madame Madeline BOUCHER, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, en qualité de scrutateur.

Le bureau étant constitué, le président déclare et demande au notaire d'établir que:

I. L'ordre du jour est le suivant:

#### *Ordre du jour*

A. Considérer d'insérer la forme sociale dans la dénomination de la Société et de modifier en conséquence la dénomination sociale en "Adara Ventures SICAR, S.C.A." et par conséquent de modifier article 1.2 des statuts de la Société.

B. Considérer de changer le capital de la Société en capital variable et, par conséquent, modifier les articles 5, 9, 11.3, 14.2, 26.4, 29, 35 et 38 des statuts de la Société afin (i) de prévoir que le capital de la société sera à tout moment égal à la valeur totale des actifs nets de la Société, (ii) de supprimer la référence au capital autorisé et au capital souscrit et (iii) de modifier les mécanismes de souscription et de rachat des actions de la Société

C. Considérer de donner aux actionnaires représentant un dixième du capital de la Société le droit de convoquer une assemblée générale d'actionnaires, en conformité avec les changements apportés à la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales par la loi du 25 août 2006 et de modifier par conséquent l'article 18 des statuts de la Société.

D. Considérer (i) d'augmenter le ratio maximum d'investissement dans un portefeuille d'investissement unique de 15% à 18%, (ii) de stipuler que pas plus de deux portefeuilles d'investissement uniques ne puissent représenter chacun des investissements supérieurs à 15% des engagements totaux (iii) de supprimer la référence à la possibilité d'investir jusqu'à 20% des engagements totaux dans un portefeuille d'investissement unique avec l'accord des investisseurs, et de modifier par conséquent l'article 26.1 des statuts de la Société.

E. Considérer de limiter les ratios applicables au montant global des prêts consentis par la Société ou à la détention des instruments de dette aux montants prévus à l'article 26.1 des statuts de la Société, et de modifier par conséquent l'article 26.2 des statuts de la Société.

F. Considérer de refléter les modifications apportées par la loi du 24 octobre 2008 à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque et, par conséquent, modifier les articles suivants:

(i) article 1.1 des statuts de la Société afin de prévoir que la Société sera soumise à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque telle que modifiée;

(ii) article 30.2 des statuts de la Société afin de refléter que les actifs doivent être évalués sur base de leur juste valeur; et

(iii) article 38 des statuts de la Société afin de modifier la définition des investisseurs avertis.

G. Considérer de refléter une exigence de la CSSF relative au rejet du statut de SICAR et par conséquent d'insérer un article 24.3 aux statuts de la Société ainsi que de faire quelques changements cosmétiques à l'article 9.5 des statuts de la Société.

H. Considérer de faire un changement cosmétique à l'article 3.1 des statuts de la Société comme suit:

"L'objet social de la Société est de fournir à ses Actionnaires des investissements directs ou indirects de capital à risque dans des entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères selon la plus large acceptation autorisée par l'article 1 de la Loi sur les SICAR, dans le but de permettre à ses Actionnaires de bénéficier d'investissements en capital ou quasi capital dans des secteurs d'activité liés à la technologie ainsi que dans d'autres secteurs d'activité innovants et d'optimiser le rendement de ses Actionnaires. Elle investira principalement dans des petites et moyennes entreprises ayant un fort potentiel de croissance, en phase de démarrage ou de croissance (normalement établies depuis moins de cinq années au moment de l'Investissement), et le but de l'Investissement devrait principalement être le financement d'un plan de croissance et non pas le refinancement de dettes existantes."

I. Considérer par conséquent de modifier et refondre les statuts de la Société.

J. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent, ainsi que l'Actionnaire Gérant Commandité et l'Action de Commandité qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les représentants de l'Actionnaire Gérant Commandité, par les actionnaires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexé au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs, paraphés ne varietur par les parties comparantes, resteront également annexés au présent procès-verbal.

III. Toutes les actions étant nominatives, les convocations à la présente Assemblée ont été envoyées par courrier recommandé en date du 20 novembre 2009, ainsi qu'il en a été justifié au bureau de l'Assemblée;

IV. Selon la liste de présence, 2.628.491,77 actions de catégorie A des 3.148.312,41 actions de catégorie A existantes, 100% des actions de catégorie B et 100% des actions de catégorie C, sont présentes ou représentées à la présente Assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour;

V. La présente Assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Décide d'insérer la forme sociale dans la dénomination de la Société et de modifier en conséquence la dénomination sociale en "Adara Ventures SICAR, S.C.A." et par conséquent de modifier article 1.2 des statuts de la Société.

*Seconde résolution*

Décide de changer le capital de la Société en capital variable et, par conséquent, modifier les articles 5, 9, 11.3, 14.2, 26.4, 29, 35 et 38 des statuts de la Société afin (i) de prévoir que le capital de la société sera à tout moment égal à la valeur totale des actifs nets de la Société, (ii) de supprimer la référence au capital autorisé et au capital souscrit et (in) de modifier les mécanismes de souscription et de rachat des actions de la Société

*Troisième résolution*

Décide de donner aux actionnaires représentant un dixième du capital social le droit de convoquer des assemblées générales des actionnaires, en conformité avec les changements apportés à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales par la loi du 25 août 2006 et par conséquent de modifier l'article 18 des statuts de la Société.

*Quatrième résolution*

Décide de (i) augmenter le ratio maximum d'investissement dans un portefeuille d'investissement unique de 15% à 18%, (ii) stipuler que pas plus de deux portefeuilles d'investissement uniques ne puissent représenter chacun des investissements supérieurs à 15% des engagements totaux (iii) supprimer la référence à la possibilité d'investir jusqu'à 20% des engagements totaux dans un portefeuille d'investissement unique avec l'accord des investisseurs, et de modifier par conséquent l'article 26.1 des statuts de la Société.

*Cinquième résolution*

Décide de limiter les ratios applicables au montant global des prêts consentis par la Société ou des instruments de dette détenus par la Société aux montants prévus à l'article 26.1 des statuts de la Société, et de modifier par conséquent l'article 26.2 des statuts de la Société.

*Sixième résolution*

Décide de refléter les modifications apportées par la loi du 24 octobre 2008 à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque et, par conséquent, modifier les articles suivants:

(iv) article 1.1 des statuts de la Société afin de prévoir que la Société sera soumise à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque telle que modifiée;

(v) article 30.2 des statuts de la Société afin de refléter que les actifs doivent être évalués sur base de leur juste valeur; et

(vi) article 38 des statuts de la Société afin de modifier la définition des investisseurs avertis.

*Septième résolution*

Décide de refléter une exigence de la CSSF relative au rejet du statut de SICAR et par conséquent d'insérer un article 24.3 aux statuts de la Société ainsi que de faire quelques changements cosmétiques à l'article 9.5 des statuts de la Société.

*Huitième résolution*

Décide de faire un changement cosmétique à l'article 3.1 des statuts de la Société comme suit:

"L'objet social de la Société est de fournir à ses Actionnaires des investissements directs ou indirects de capital à risque dans des entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères selon la plus large acceptation autorisée par l'article 1 de la Loi sur les SICAR, dans le but de permettre à ses Actionnaires de bénéficier d'investissements en capital ou quasi capital dans des secteurs d'activité liés à la technologie ainsi que dans d'autres secteurs d'activité innovants et d'optimiser le rendement de ses Actionnaires. Elle investira principalement dans des petites et moyennes entreprises ayant un fort potentiel de croissance, en phase de démarrage ou de croissance (normalement établies depuis moins de cinq années au moment de l'Investissement), et le but de l'Investissement devrait principalement être le financement d'un plan de croissance et non pas le refinancement de dettes existantes."

*Neuvième résolution*

Décide par conséquent de modifier et refondre les statuts de la Société comme suit:



## Chapitre I<sup>er</sup> . Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

### Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.

**Art. 1.1.** Il est formé par les présentes entre les actionnaires fondateurs, y compris Adara Venture Partners S.à r.l., en qualité d'associé commandité (le "Gérant") et tous ceux qui pourront devenir actionnaires commanditaires (les "Actionnaires Commanditaires") (le Gérant et les Actionnaires Commanditaires ensemble les "Actionnaires" ou individuellement un "Actionnaire"), une société (la "Société") sous la forme d'une société en commandité par actions qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et plus particulièrement par la loi du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque telle que modifiée (la "Loi sur les SICAR") et par les présents statuts (les "Statuts").

**Art. 1.2.** La Société adoptera la dénomination "Adara Ventures SICAR, S.C.A."

### Art. 2. Siège social.

**Art. 2.1.** La Société aura son siège social dans la Ville de Luxembourg.

**Art. 2.2.** Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision du Gérant.

**Art. 2.3.** Au cas où le Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société au siège social ou les communications aisées avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la Loi sur les SICAR. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

### Art. 3. Objet social.

**Art. 3.1.** L'objet social de la Société est de fournir à ses Actionnaires des investissements directs ou indirects de capital à risque dans des entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères selon la plus large acceptation autorisée par l'article 1 de la Loi sur les SICAR, dans le but de permettre à ses Actionnaires de bénéficier d'investissements en capital ou quasi capital dans des secteurs d'activité liés à la technologie ainsi que dans d'autres secteurs d'activité innovants et d'optimiser le rendement de ses Actionnaires. Elle investira principalement dans des petites et moyennes entreprises ayant un fort potentiel de croissance, en phase de démarrage ou de croissance (normalement établies depuis moins de cinq années au moment de l'Investissement), et le but de l'Investissement devrait principalement être le financement d'un plan de croissance et non pas le refinancement de dettes existantes.

**Art. 3.2.** A la fin de la Période d'Investissement, au moins 65% du capital investi sera investi dans des sociétés établies ou dont les activités sont principalement menées en Espagne. Au moins 80% des Investissements seront faits dans des sociétés établies ou dont les activités sont principalement menées dans l'Union Européenne.

**Art. 3.3.** La Société peut aussi détenir des titres dans des sociétés cotées, comportant une caractéristique de capital à risque, à condition que la Société détienne déjà de tels titres au moment de l'admission en bourse de ces titres ou que de ces titres aient été acquis par échange de titres non cotés détenus (autres que les propres titres de la Société). Dans ce cas, cependant, la Société veillera à ne pas détenir ces titres cotés comme un investissement à long terme et tentera de vendre ou liquider ces titres cotés aussitôt que le Gérant estimera qu'ils peuvent être vendus ou liquidés.

**Art. 3.4.** La Société peut également détenir des actifs sous forme d'espèces ou de quasi espèces.

**Art. 3.5.** La Société peut généralement prendre toute mesure et accomplir toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son but sous réserve de ce qui est permis par le droit des sociétés.

**Art. 3.6.** La Société peut contracter des emprunts à court terme dont la durée ne pourra pas excéder 6 mois, pour faire des Investissements ou payer autrement des coûts et dépenses de la Société au lieu de, ou avant de, procéder à l'émission des Actions. De tels emprunts peuvent être garantis par les biens de la Société; cependant, le montant global de ces emprunts ne dépassera jamais 15% des Engagements Totaux.

La Société peut également conclure des autorisations de découvert pour un montant maximum de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-).

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée limitée prenant fin le 31 décembre 2013. La durée de la Société pourra être prolongée au maximum de deux périodes d'une année chacune par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires.



## Chapitre II. - Capital, Actions

### Art. 5. Capital social.

**Art. 5.1.** Le capital social de la Société doit être, à tout moment, égal à la valeur totale des actifs nets de la Société conformément à l'article 29 ci-dessous. Le capital souscrit minimum ne peut jamais être inférieur à un million d'Euros (EUR 1.000.000,-).

**Art. 5.2.** Le capital social de la Société est représenté par les catégories d'actions (les "Catégories") suivantes:

(i) "Actions de Catégorie A": actions souscrites par les Actionnaires Commanditaires, qui bénéficient des droits de distribution tels que décrits sous l'article 34 ci-dessous.

(ii) "Actions de Catégorie B": les actions souscrites par le Gérant, qui bénéficient des droits de distribution tels que décrits ci-dessous sous l'article 34.

(iii) "Actions de Catégorie C": les actions souscrites par les Actionnaires Commanditaires, qui bénéficient de droits de distribution tels que décrits ci-dessous sous l'article 34.

Les Actions de Catégorie A, de Catégorie B et de Catégorie C sont individuellement dénommées une "Action" et collectivement les "Actions".

Les droits et obligations attachés aux Actions de chaque Catégorie doivent être identiques sauf si la loi ou les Statuts en disposent autrement.

**Art. 5.3.** Les Actions peuvent être détenues ou acquises quel qu'en soit le moyen uniquement par des personnes ou entités qualifiées d'Investisseur Averti tel que défini ci-dessous.

**Art. 5.4.** Le Gérant a été autorisé à accepter des Actionnaires des engagements pour souscrire des Actions de Catégorie A et de Catégorie C, à une ou plusieurs dates ou périodes (chacune une "Souscription") jusqu'à la Dernière Souscription, pour un montant maximum égal à cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-) ("Engagement Total Maximum").

Sauf si elles sont augmentées d'une prime d'émission payée comme un intérêt d'actualisation conformément à l'accord de souscription conclu entre la Société et l'Actionnaire, toutes les Actions émises doivent être entièrement libérées à un prix de souscription égal à dix euros (EUR 10) et chaque Action de Catégorie C devra être émise avec une prime d'émission de douze euros et cinquante centimes (EUR 12,5).

### Art. 6. Avis de financement - Appel de fonds.

**Art. 6.1.** Le Gérant peut, à tout moment, émettre des avis de financement à chaque Actionnaire précisant qu'une contribution en capital est requise relativement à la totalité ou une partie de l'Engagement Non-Libéré de ces Actionnaires ("Appel de Fonds").

**Art. 6.2.** Tous les avis de financement doivent être envoyés par courrier express via une société de livraison de courrier internationalement reconnue, par télécopie ou par courrier électronique.

L'avis de financement devra spécifier le montant de l'Appel de Fonds et l'échéance, qui doit être au moins de quinze (15) Jours Ouvrables à partir du jour où l'avis de financement est envoyé.

L'avis de financement devra spécifier l'utilisation des fonds reçus à la suite d'un tel Appel de Fonds. Dans le cas où ces fonds seront investis dans des portefeuilles d'Investissement, l'avis de financement devra indiquer les Sociétés Cibles dans lesquelles ces Investissements doivent être faits.

**Art. 6.3.** Tout Appel de Fonds sera fait aux Actionnaires en proportion de leurs engagements respectifs, jusqu'à ce que la totalité de l'engagement en capital de chaque Actionnaire ait été libéré. Cependant, le Gérant est autorisé à accélérer la libération de son engagement et de se voir attribuer les Actions de Catégorie B y correspondantes à tout moment. Une telle accélération peut avoir lieu à tout moment et pour n'importe quelle partie ou l'entièreté des Engagements de Catégorie B.

L'émission d'Actions de Catégorie A sera réalisée au pro-rata des Actionnaires de Catégorie A existants. L'émission d'Actions de Catégorie C sera réalisée au pro-rata des Actionnaires de Catégorie C existants. De plus, toute émission d'Actions de Catégorie A et d'Actions de Catégorie C devra toujours se faire conjointement et en quantité telle que soit maintenue la proportion entre les Engagements de Catégorie A et les Engagements de Catégorie C .

**Art. 6.4.** Simultanément à la libération accélérée par le Gérant en conformité avec l'Article 6.3, une Réserve de Fonds Libérés sera créée afin de maintenir un montant d'argent équivalant à l'excès des Engagements de Catégorie B Libérés par rapport aux Engagements de Catégorie A Libérés, de manière à ce que le montant des Engagements de Catégorie B Libérés qui n'est pas maintenu dans cette Réserve de Fonds Libérés garde toujours la même proportion par rapport au montant des Engagements de Catégorie A Libérés.

Le montant maintenu dans cette Réserve de Fonds Libérés sera réduit simultanément avec l'émission d'Actions de Catégorie A afin d'assurer que les proportions fixées ci-dessus seront maintenues à tout moment.

**Art. 6.5.** Sans préjudice de ce qui précède, le Gérant ne recourra aux Appels de Fonds qu'afin de financer des Investissements réalisés par la Société, de payer les frais et dépenses de la Société ou de financer un paiement tel que prévu sous l'Article 34.2.

**Art. 6.6.** Le Gérant peut déléguer à tout fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, la responsabilité de recueillir et vérifier les souscriptions et de recevoir le paiement des Actions représentant tout ou partie de l'Appel de Fonds.

**Art. 6.7.** En plus du capital social, un compte de prime d'émission pourra être établi dans lequel toutes les primes payées sur toute Action en plus de sa valeur nominale seront transférées. Le montant de ce compte de primes d'émission peut être utilisé pour effectuer le paiement de toute Action que la Société pourra racheter à ses Actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour réaliser des distributions aux Actionnaires ou pour allouer des fonds à une réserve spéciale.

#### **Art. 7. Actions.**

**Art. 7.1.** Les Actions seront nominatives.

**Art. 7.2.** En ce qui concerne les actions nominatives, un registre des actionnaires dont tout Actionnaire pourra prendre connaissance sera tenu au siège social. Le registre contiendra la désignation précise de chaque Actionnaire et l'indication du nombre des Actions détenues, l'indication des paiements effectués sur les Actions ainsi que les cessions d'Actions avec leur date.

**Art. 7.3.** Chaque Actionnaire notifiera à la Société par fax ou lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

**Art. 7.4.** La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

**Art. 7.5.** Les Actions de Catégorie A ne sont pas librement transférables. Au cas où un Actionnaire de Catégorie A propose de vendre, aliéner, céder par voie de sûreté, gage, hypothèque, droit réel ou autre engagement, ou de céder autrement ses Actions de Catégorie A à un tiers qui doit avoir le statut d'Investisseur Averti, cet Actionnaire de Catégorie A avisera le Gérant par écrit de son intention de vendre lesdites Actions de Catégorie A, lequel préavis mentionnera le prix de vente proposé ainsi que toutes les autres conditions, modalités et détails de cette vente. Le Gérant avisera endéans cinq (5) Jours Ouvrables à partir de la réception de ce préavis, tous les autres Actionnaires de cette intention. Les autres Actionnaires ont alors l'option d'acheter lesdites Actions pendant une période de quinze (15) Jours Ouvrables, après laquelle les Actions peuvent être vendues à un tiers qui n'est pas Actionnaire, conformément aux conditions et modalités du préavis. Le Gérant donnera son consentement préliminaire à toute vente, cette approbation ne devant pas être irraisonnablement retenue.

**Art. 7.6.** Les Actions de Catégorie B ne peuvent pas être transférées à moins que ce transfert ne soit approuvé par un vote représentant soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C.

**Art. 7.7.** Dans le cas où un Actionnaire de Catégorie C propose de vendre, céder, transférer par garantie, gage, cautionnement, droit réel mobilier ou tout autre engagement ou sinon aliéner ses Actions de Catégorie C à une tierce partie, qui doit avoir le statut d'Investisseur Averti, cet Actionnaire de Catégorie C doit adresser au Gérant un avis écrit de son intention de vendre ces Actions de Catégorie C, lequel avis devra indiquer le prix de vente proposé et toutes les autres conditions et détails de cette vente. Le Gérant devra dans les cinq (5) Jours Ouvrables suivant la réception de cet avis, notifier cette intention de vendre à tous les autres Actionnaires. Les autres Actionnaires ont alors le choix d'acheter ces Actions pendant une période de quinze (15) Jours Ouvrables, période après laquelle, les Actions peuvent être vendues à une tierce partie qui n'est pas Actionnaire, en conformité avec les conditions de l'avis. Contrairement au cas des Actions de Catégorie A, si et dans la mesure où l'Actionnaire de Catégorie C est un fond de pension domicilié et réglementé en Espagne, le consentement du Gérant en ce qui concerne la vente, la cession, le transfert ou encore l'aliénation des Actions de Catégorie C n'est pas requis.

#### **Art. 8. Rachat d'actions propres.**

**Art. 8.1.** La Société peut racheter ses propres Actions de Catégorie A et Actions de Catégorie C. Le rachat d'Actions de Catégorie A ou d'Actions de Catégorie C ne peut être effectué qu'à la seule initiative de la Société agissant par l'intermédiaire du Gérant pour les raisons énoncées à l'Article 8.3 et l'Article 34. A l'exception du cas de rachat d'Actions de Catégorie A ou d'Actions de Catégorie C ayant pour cause le défaut d'un Actionnaire de Catégorie A ou d'un Actionnaire de Catégorie C, selon le cas (comme décrit à l'article 8.3), et au cas où un Actionnaire de Catégorie A ou un Actionnaire de Catégorie C n'a plus le statut d'Investisseur Averti, le nombre total des Actions de Catégorie A et des Actions de Catégorie C racheté par la Société sera attribué au pro rata entre tous les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C, selon le cas, afin que le pourcentage détenu par chaque Actionnaire de Catégorie A et Actionnaire de Catégorie C par rapport au nombre total d'Actions de Catégorie A et d'Actions de Catégorie C ne change pas suite à l'opération de rachat.

**Art. 8.2.** Les montants distribués aux Actionnaires de Catégorie A et/ou les Actionnaires de Catégorie C suite aux rachats d'Actions de Catégorie A et d'Actions de Catégorie C seront alloués conformément aux règles fixées dans les Statuts et en particulier celles de l'Article 34.

**Art. 8.3.** En cas de défaut (événement à la suite duquel un Actionnaire manque à son obligation de valablement souscrire à de nouvelles Actions de Catégorie A ou de nouvelles Actions de Catégorie C dans la Société en violation de ses engagements financiers contractuels envers la Société selon les termes de l'Appel de Fonds) et dans le cas où un Actionnaire de Catégorie A cesse d'avoir le statut d'Investisseur Averti, la Société peut racheter les Actions de Catégorie A ou les Actions de Catégorie C de l'Actionnaire en défaut, après qu'une période curative de quarante-cinq (45) jours se soit écoulée, à un prix de rachat reflétant la valeur comptable des Actions de Catégorie A ou des Actions de Catégorie C ou leur valeur d'actif net au moment de la survenance du défaut ou de la perte du statut d'Investisseur Averti, selon le cas, si la valeur d'actif net est inférieure à la valeur comptable, déduction faite dans chaque cas des frais et dépenses causés par de défaut de l'Actionnaire ou la perte du statut d'Investisseur Averti, selon le cas. Le paiement du prix de rachat sera, dans un tel cas, différé jusqu'au moment où l'Actionnaire défaillant ou l'Actionnaire qui a perdu le statut d'Investisseur Averti aurait reçu les dividendes sur les Actions de Catégorie A ou les Actions de Catégorie C ainsi rachetées s'il n'y avait pas eu un tel défaut conduisant au rachat des Actions de Catégorie A ou des Actions de Catégorie C. Les Actions de Catégorie A ou les Actions de Catégorie C ainsi rachetées seront annulées par une résolution du Gérant.

**Art. 8.4.** La Société peut appeler pour un rachat d'Actions de Catégorie A ou d'Actions de Catégorie C, en totalité ou en partie, par l'envoi d'un avis par lettre recommandée à l'adresse qui figure dans le registre des Actionnaires de la Société, mentionnant (i) la date du rachat, (ii) le nombre des Actions appelées pour le rachat, (iii) le prix de rachat, et (iv) la méthode et les délais de paiement du prix de rachat.

**Art. 8.5.** En cas de révocation du Gérant, pour quelque raison que ce soit, ou de retrait du Gérant ainsi que prévu à l'Article 9.7, et au cas où le Gérant a souscrit des Actions de Catégorie B dans le cadre d'une libération accélérée ainsi que décrit aux Articles 6.3. et 6.4., la Société rachètera les Actions de Catégorie B du Gérant pour un montant tel que le nombre d'Actions de Catégorie B alors en circulation et souscrites représente la même proportion d'Engagements de Catégorie B que la proportion d'Actions de Catégorie A alors en circulation et souscrites par rapport aux Engagements de Catégorie A. Ce rachat précédera l'application des dispositions contenues dans les Articles 8.6 et 8.7.

**Art. 8.6.** Suite à la révocation du Gérant en cas de fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement conscient et grave à ses obligations, toutes les Actions de Catégorie B restantes après un rachat mis en oeuvre selon l'Article 8.5, seront automatiquement, conformément aux règles imposées par la loi applicable, converties en Actions de Catégorie A, à condition qu'au moins une Action de Catégorie B ait été émise au ou acquise par le successeur du Gérant, et ceci résultant en une possession interrompue d'Actions de Catégorie B par le Gérant sortant.

**Art. 8.7.** En dehors des circonstances fixées à l'Article 8.6, le Gérant continuera, après chaque rachat opéré selon l'Article 8.5, à détenir un nombre maximum d'Actions de Catégorie B, dépendant de la date de sa révocation ou de son retrait. Ce nombre maximum d'Actions de Catégorie B sera ainsi que présenté ci-dessous:

Date de révocation ou retrait du Gérant	Nombre maximum d'Actions de Catégorie B à être détenues par le Gérant
31 Déc 2006 . . . . .	36.000
31 Déc 2007 . . . . .	48.000
31 Déc 2008 . . . . .	60.000
31 Déc 2009 . . . . .	72.000
31 Déc 2010 . . . . .	84.000
31 Déc 2011 . . . . .	96.000
31 Déc 2012 . . . . .	108.000
31 Déc 2013 . . . . .	120.000

La précédente formule de la détention d'Actions de Catégorie B augmentera selon une base linéaire trimestrielle pour chaque année sociale.

Ainsi, en cas de révocation ou de retrait du Gérant dans les circonstances autres que celles décrites à l'article 8.6, les Actions de Catégorie B alors détenues par le Gérant, suite au rachat selon l'Article 8.5, qui dépassent le nombre d'Actions de Catégorie B ainsi que décrit dans le tableau ci-dessus seront, conformément aux règles imposées par la loi applicable, converties en Actions de Catégorie A.

### Chapitre III. - Gérance, Comité de direction

#### Art. 9. Gérance.

**Art. 9.1.** La Société sera gérée par Adara Venture Partners S.à r.l., en sa qualité d'unique Actionnaire Commandité et de détenteur d'Actions de Catégorie B de la Société.

**Art. 9.2.** Le Gérant doit informer rapidement le Comité de Direction et les Actionnaires de tout changement important dans la détention et la gestion du Gérant. En cas de proposition de changement de contrôle du Gérant, aussitôt que le Conseil d'Administration du Gérant soutient une telle opération, le Gérant devra (i) suspendre toute activité d'investissement et (ii) en informer rapidement les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C afin de permettre aux Actionnaires de Catégorie A et aux Actionnaires de Catégorie C, endéans une période de trois mois, de décider en assemblée des Actionnaires par un vote représentant soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C sans que le consentement du Gérant soit nécessaire, si l'activité d'investissement devrait être reprise. Afin d'écarter tout doute, toute révocation du Gérant résultant d'une opération de changement de contrôle du Gérant, selon le présent Article 9.2 ne doit pas être assimilée à une révocation due à la fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement grave et conscient aux obligations du Gérant.

**Art. 9.3.** Le Gérant peut être révoqué à tout moment par les Actionnaires sur proposition du Comité de Direction ou des Actionnaires de Catégorie A ou des Actionnaires de Catégorie C et par un vote représentant soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C. Cependant, en cas de fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement conscient à ses obligations, le Gérant peut être révoqué par un vote représentant soit (i) 60% des Actions de Catégorie A, soit (ii) 40% des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C. Les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C approuvant la révocation du Gérant adopteront simultanément une résolution concernant la conversion des Actions de Catégorie B détenues jusque là par le Gérant révoqué, en Actions de Catégorie A selon les Articles 8.5, 8.6 et 8.7.

Dans tous les cas, le Gérant ne peut être révoqué que s'il existe déjà un autre associé commandité ou qu'un autre Gérant a déjà été nommé.

**Art. 9.4.** Sauf si le Gérant est révoqué pour fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement conscient et grave à ses obligations, il aura droit à une indemnité de rupture équivalente aux indemnités de gestion (tels que décrits à l'article 10.2) payés pendant les 12 derniers mois.

**Art. 9.5.** Si le Gérant est révoqué ou s'est retiré, les Articles 8.5, 8.6 et 8.7 relatifs au rachat et à la conversion des Actions de Catégorie B s'appliqueront. En plus, le Gérant renoncera au droit de souscrire à des Actions de Catégorie B supplémentaires dans le cadre du contrat de souscription signé avec la Société. Aucune augmentation du nombre autorisé d'Actions de Catégorie B ne sera autorisée suite à la révocation du Gérant.

**Art. 9.6.** Le Gérant n'est pas habilité à se retirer de son poste de Gérant sans l'accord préalable d'au moins soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C qui devraient simultanément adopter une résolution relative à la conversion des Actions de Catégorie B en Actions de Catégorie A selon les Articles 8.5, 8.6 et 8.7.

Dans tous les cas, le Gérant peut être révoqué ou peut se retirer seulement si un autre associé commandité existe déjà ou si un autre Gérant a déjà été nommé.

**Art. 9.7.** En cas de révocation du Gérant conformément à l'Article 9.3 ou de son retrait conformément à l'Article 9.6., et au cas où aucun autre associé commandité n'existe déjà ou aucun autre Gérant n'a été déjà nommé, les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C doivent, avant d'adopter une quelconque résolution en relation avec ladite révocation du Gérant, convoquer une assemblée générale extraordinaire à laquelle les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C décideront d'émettre de nouvelles Action(s) de Catégorie B à un autre associé commandité sans réserver aux Actionnaires de Catégorie B le droit préférentiel à la souscription.

Si un autre associé commandité existe déjà ou si un autre Gérant a déjà été nommé, les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C sont habilités à adopter une résolution afin de soit révoquer soit accepter le retrait volontaire du Gérant existant conformément aux règles fixées à l'Article 9.

Une fois que le nouveau Gérant a été nommé, les présents Statuts seront modifiés afin de refléter cette nomination.

**Art. 9.8.** Ni les Actionnaires de Catégorie A, ni les Actionnaires de Catégorie C ne participeront ni n'interféreront dans la gestion de la Société et n'auront pas de droits ou d'obligations à cet égard.

#### Art. 10. Pouvoirs du gérant, Frais remboursables à et Dépenses supportées par le gérant.

**Art. 10.1.** Le Gérant a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous pouvoirs non réservés expressément par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Gérant.

**Art. 10.2.** Le Gérant sera autorisé à recevoir de la Société pour l'accomplissement de ses services des indemnités de gestion équivalent à 2,00% des Engagements Libérés et Non-Libérés et payées semi-annuellement en avance pendant la Période d'Investissement.

Après la Période d'Investissement, les indemnités de gestion, qui restent à un taux de 2,00%, seront calculées en pourcentage des Engagements Libérés et Non-Libérés, moins le coût d'acquisition de tout Investissement réalisé et distribué. Cependant, les indemnités de gestion payées au Gérant à partir de la sixième année suivant la date de la Dernière Souscription n'excéderont pas: i) pendant la sixième année, 80% du montant maximum des indemnités de gestion payées pendant l'une des années précédentes; ii) pendant la septième année, 60% du montant maximum des indemnités de gestion payées pendant l'une des années précédentes; iii) pendant la huitième année et après, 40% du montant maximum des indemnités de gestion payées pendant l'une des années précédentes.

**Art. 10.3.** Dans le cas où le Gérant reçoit des honoraires relatifs à des conseils, au fait d'être un membre du conseil ou en relation avec des transactions de la part d'une société dans laquelle la Société est actionnaire, alors le Gérant déduira des prochaines indemnités de gestion à percevoir de la Société un montant égal à 50% des honoraires ainsi reçus.

**Art. 10.4.** Le Gérant supportera, du montant des indemnités de gestion mentionnées ci-dessus, tous les coûts et frais en rapport avec la gestion de la Société et la poursuite de l'objet social de la Société. Ces frais incluent les salaires et avantages sociaux de ses employés et toutes les dépenses relatives à la location, aux équipements, aux voyages et les dépenses journalières encourues par les Gérant.

**Art. 10.5.** La Société supportera tous les coûts et frais en rapport avec:

(i) sa propre administration, incluant les services juridique, d'audit et de dépositaire, les frais et commissions de dépositaires, les services administratifs, les impressions, la fiscalité, ainsi que les frais et dépenses en rapport avec le Comité de Direction, ou les assemblées d'Actionnaires; et

(ii) la recherche formelle de transactions spécifiques, laquelle recherche a été approuvée par le Comité d'Investissement (sous la forme d'un memorandum d'investissement préliminaire ou autrement), incluant les frais d'acquisition ou de disposition des Investissements, tel que les agents ou conseils, les frais de Due Diligence (qui à leur tour incluent les frais de conseils d'expert, services juridiques, consultants techniques, comptables, etc.) et autres dépenses similaires qui, dans la mesure où elles ne sont pas supportées par des tiers, seront ajoutées à un compte de frais de transactions dans les livres de la Société dans le cas de transactions achevées ("Frais de Transaction") ou payées directement par la Société en cas de transactions inachevées ou abandonnées ("Frais d'Opérations Inachevées").

**Art. 10.6.** La Société payera au Gérant une indemnité unique pour couvrir les dépenses d'établissement justifiées qui s'élèvera au montant le plus faible de i) 1,25% du montant global des Engagements Totaux de la Société et ii) € 500.000,-. Cette indemnité sera recalculée après chaque clôture, et tout ajustement dû à une augmentation des Engagements Totaux sera payé au Gérant lors de cette même clôture.

#### **Art. 11. Responsabilité du gérant et des actionnaires, Indemnisation du gérant.**

**Art. 11.1.** Le Gérant est responsable conjointement et solidairement avec la Société de toutes les dettes de la Société qui ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société. Pour atténuer ces dettes la Société souscrira une police d'assurance.

**Art. 11.2.** La Société indemniserà le Gérant et ses administrateurs, représentants dûment habilités et son personnel contre toutes demandes en indemnités, responsabilités, dommages-intérêts et dépenses, y compris les frais juridiques, qu'ils auront encourus en raison de leurs activités au nom de la Société à condition que cela ne découle pas de fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement conscient et grave à ses ou leurs obligations.

**Art. 11.3.** Les Actionnaires autres que le Gérant doivent s'abstenir d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit sauf pour ce qui est de l'exercice de leurs droits d'Actionnaires aux assemblées générales ou autrement, et, par conséquent, chaque Actionnaire de Catégorie A et chaque Actionnaire de Catégorie C ne sera responsable en tant qu'Actionnaire qu'à concurrence d'un montant égal à son engagement de souscrire des Actions de Catégorie A ou de Catégorie C de la Société.

**Art. 12. Délégation de pouvoirs.** Le Gérant peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs représentants dûment habilités, employés ou autres personnes ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux, ou confier des fonctions déterminées permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

**Art. 13. Représentation de la société.** La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du Gérant, agissant par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs signataires dûment autorisés, tels que nommés discrétionnairement par le Gérant, y compris par la signature individuelle de chacune des personnes à qui la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes les personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 14. Comité de direction / Comité consultatif.**

**Art. 14.1.** Un comité de direction (le "Comité de Direction"), composé de cinq (5) membres ou plus, sera proposé par le Gérant pour ratification par les Actionnaires de Catégorie A et les Actionnaires de Catégorie C à l'assemblée générale.

La ratification de la nomination des Membres du Comité de Direction se fera pour un mandat d'une durée d'un (1) an, sujet à renouvellement par l'assemblée générale annuelle des Actionnaires.

**Art. 14.2.** Les Actionnaires de Catégorie A dont les engagements sont égaux à 10% ou plus des Engagements Totaux auront le droit de nommer un représentant au Comité de Direction.

**Art. 14.3.** Le Comité de Direction nommera parmi ses membres un président ( le "Président du Comité") et ses procédures de vote devront requérir l'approbation de la majorité de tous les membres nommés, chaque membre ayant une voix et le Président n'ayant pas de voix prépondérante.

**Art. 14.4.** Le Comité de Direction se réunira sur demande du Président du Comité ou du Gérant, et au moins tous les six mois, pour fournir au Gérant des conseil généraux et spécifiques sur les stratégies et politiques d'Investissement.

**Art. 14.5.** Les convocations aux réunions du Comité de Direction seront envoyées au membres du Comité de Direction au moins quinze (15) Jours Ouvrables avant cette assemblée. Ladite convocation mentionnera l'ordre du jour de la réunion, les recommandations du Gérant et toute autre information appropriée relative à l'ordre du jour de la réunion.

**Art. 14.6.** Plus spécifiquement, le Comité de Direction s'efforcera d'accomplir les fonctions suivantes:

(i) considérer, revoir et examiner la politique d'investissement de la Société aux vues des tendances prédominantes du marché, et fournir des conseils généraux pour assister l'activité du Gérant;

(ii) contrôler l'activité d'investissement de la Société et sa conformité générale à la politique d'investissement de la Société;

(iii) examiner et commenter les budgets pour la Société tel que préparés par le Gérant;

(iv) examiner et commenter les évaluations du Gérant relatives au portefeuille d'Investissements non réalisés de la Société, y compris l'évaluation des Actions;

(v) considérer et faire des recommandations sur la résolution de tous problèmes liés à des conflits d'intérêt, réels ou potentiels; et

(vi) considérer et conseiller sur tout autre sujet en relation avec la Société tel que et quand requis par le Gérant ou les Actionnaires,

et ceci à condition que la fonction de ce Comité de Direction soit de consulter le Gérant relativement aux sujets mentionnés ci-dessus et le Gérant n'est pas tenu de suivre les conseils et recommandations du Comité de Direction mais exercera ses pouvoirs comme décrit dans les présentes de manière discrétionnaire, sauf que le Gérant refusera la conclusion par la Société de toute transaction ou arrangement entraînant un conflit d'intérêt potentiel ou actuel porté à la connaissance du Comité de Direction à moins que et jusqu'à ce que le Comité de Direction ait confirmé que cette transaction ou cet arrangement peut être conclu malgré ce conflit potentiel ou actuel.

**Art. 14.7.** Aucun Membre du Comité de Direction n'aura une responsabilité quelconque relativement à une perte subie par la Société ou les Actionnaires provenant de services rendus en leur qualité de Membre du Comité de Direction, sauf en cas de fraude, mauvaise foi, manquement délibéré ou manquement conscient et grave à ses obligations, et chaque Membre du Comité de Direction sera indemnisé sur les actifs de la Société contre toute responsabilité, action, procès, prétentions, coûts, demandes, dommages et dépenses (y compris frais judiciaires raisonnables) encourus ou provenant de ou en relation ou en connexion avec ou résultant d'un agissement en sa qualité de Membre du Comité de Direction, étant entendu toutefois qu'un Membre du Comité de Direction ne sera pas ainsi indemnisé en cas de fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délibérés ou manquement conscient à ses obligations.

**Art. 14.8.** Le Comité de Direction peut se réunir en personne ou par téléconférence. Au cas où la présence physique à la réunion est requise, la Société pourra rembourser aux Membres du Comité de Direction leurs débours dûment justifiés et raisonnables en relation avec une présence annuelle à une réunion du Comité de Direction.

**Art. 14.9.** Le Gérant assistera aux réunions du Comité de Direction sauf si le Comité de Direction demande que les représentants du Gérant s'abstiennent de participer en tout ou partie à cette réunion.

**Art. 14.10.** Concernant un conflit d'intérêt potentiel ou actuel affectant un membre du Comité de Direction, ce membre sera obligé d'aviser le Comité de Direction et, si requis par un membre du Comité de Direction, le membre ayant un conflit d'intérêt potentiel ou actuel (i) devra ne pas être présent quand le sujet sera discuté ou un vote sera pris relativement à ce sujet; et (ii) ne pourra pas voter relativement au sujet.

**Art. 14.11.** Le Gérant doit immédiatement informer le Comité de Direction de tout conflit d'intérêt potentiel ou actuel auquel il est confronté lorsqu'il remplit ses devoirs en tant que Gérant de la Société.



**Art. 14.12.** A des occasions choisies et dans le cadre de ses fonctions décrites ci-dessus, le Comité de Direction peut demander au Gérant de permettre la présence d'un de ses membres aux réunions et délibérations du Comité d'Investissement en tant qu'observateur non-votant.

#### **Art. 15. Dissolution - Incapacité du gérant.**

**Art. 15.1.** En cas de dissolution, administration judiciaire ou incapacité légale du Gérant ou si pour toute autre raison le Gérant est empêché d'agir, la Société ne sera pas dissoute.

Dans ce cas le Comité de Direction nommera un ou plusieurs administrateurs, Actionnaires ou non, qui resteront en fonction jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des Actionnaires aux fins de nomination d'un nouveau Gérant.

**Art. 15.2.** Dans un délai de quinze jours à partir de sa ou de leur nomination, le ou les administrateur(s) devront convoquer l'assemblée générale des Actionnaires dans les formes prévues par les Statuts.

**Art. 15.3.** Les devoirs des administrateurs consistent à accomplir des actes urgents et des actes de simple administration jusqu'à ce que l'assemblée générale des Actionnaires se réunisse.

Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.4.** La Société indemniserà les administrateurs des créances, dettes, coûts, dommages-intérêts et dépenses, y compris les frais judiciaires, qu'ils auront encourus en raison de leurs activités au nom de la Société à condition que cela ne découle pas de fraude, négligence grave, inconduite professionnelle grave, manquement délibéré, actes illégaux délictueux ou manquement conscient à leurs obligations.

### **Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires**

#### **Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.**

**Art. 16.1.** Toute assemblée générale des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires.

**Art. 16.2.** Sous réserve de tous les autres pouvoirs réservés au Gérant en vertu de la loi ou des présents Statuts, elle a le pouvoir d'exécuter ou de ratifier tout acte relatif aux opérations de la Société ainsi que de considérer des propositions présentées par le Gérant, le Comité de Direction ou les Actionnaires de Catégorie A ou les Actionnaires de Catégorie C.

**Art. 16.3.** Sans préjudice des dispositions des Articles 23.6 et 24.1, elle n'exécutera ni ne ratifiera aucun acte qui engagera la Société vis-à-vis de tiers ni ne décidera de modifier les présents Statuts sans le consentement du Gérant.

**Art. 16.4.** Elle pourra révoquer le Gérant et désigner un autre Gérant conformément à la procédure prévue à l'Article 9.3.

**Art. 17. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunira au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 14:00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal ou de week-end, l'assemblée se tiendra le premier jour Ouvrable suivant.

**Art. 18. Autres assemblées générales.** Le Gérant peut convoquer d'autres assemblées générales. Les Actionnaires représentant au moins un dixième des Actions ont aussi le droit de convoquer de telles assemblées.

#### **Art. 19. Convocation des assemblées générales.**

**Art. 19.1.** Les Actionnaires seront convoqués par le Gérant conformément à la loi luxembourgeoise. Les avis de convocation envoyés aux Actionnaires conformément à la loi indiqueront l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour, une indication des affaires à traiter, les détails des modifications des Statuts proposées, y compris leur nouvelle teneur.

**Art. 19.2.** Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

**Art. 19.3.** Le Comité de Direction est habilité à convoquer une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires de la Société pour décider sur recommandation du Comité de Direction du remplacement du Gérant.

#### **Art. 20. Présence - Représentation.**

**Art. 20.1.** Tous les Actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole à toutes les assemblées générales.

**Art. 20.2.** Un Actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale des Actionnaires en désignant par écrit, télégramme ou télécopie, une autre personne comme mandataire, Actionnaire ou non. Le Gérant peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de cette manière.

**Art. 20.3.** Toute société ou autre personne juridique qui est Actionnaire peut donner procuration sous la signature d'un représentant dûment habilité ou peut autoriser par écrit, par télécopie ou par télégramme une personne qu'elle



estime apte à agir comme son représentant à toute assemblée générale, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs que le Gérant pourrait exiger.

**Art. 20.4.** Le Gérant peut arrêter la forme des procurations et il peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par le Gérant au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. Le Gérant pourra déterminer toutes autres conditions qui devront être remplies en vue de la participation à une assemblée des Actionnaires de cette manière.

**Art. 20.5.** Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires d'Actions, les créiteurs et les débiteurs d'Actions mises en gage doivent désigner une seule personne pour les représenter à l'assemblée générale.

Le Gérant peut désigner jusqu'à quatre directeurs pour assister à l'assemblée générale, l'un d'entre eux étant désigné pour représenter les Actions de Catégorie B.

**Art. 21. Procédures.** L'assemblée générale sera présidée par le Gérant ou par une personne désignée par le Gérant. Le président de l'assemblée générale nommera un secrétaire.

L'assemblée générale des Actionnaires élira un scrutateur à choisir parmi les Actionnaires présents ou représentés.

**Art. 22. Prorogation.** Le Gérant peut proroger séance tenante toute assemblée générale annuelle, une fois, de quatre semaines au plus, des prorogations supplémentaires requérant l'approbation des Actionnaires détenant au moins 20% des Actions de Catégorie A ou 100% des Actions de Catégorie C. Le gérant doit proroger toute autre assemblée générale sur demande d'Actionnaires représentant au moins un cinquième des Actions de Catégorie A de la Société ou 100% des Actions de Catégorie C.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà prise.

L'assemblée générale prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les Actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

#### **Art. 23. Vote.**

**Art. 23.1.** Une liste de présence indiquant les noms des Actionnaires et le nombre et la catégorie d'Actions pour lesquelles ils prennent part au vote est signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant l'ouverture de l'assemblée.

**Art. 23.2.** L'assemblée générale peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

**Art. 23.3.** Les Actionnaires ayant un conflit d'intérêt relatif à un point de l'ordre du jour doivent déclarer l'existence de ce conflit d'intérêt et s'abstenir de participer au vote sur ce point de l'ordre du jour.

**Art. 23.4.** Chaque Action donne droit à une voix, excepté le cas où, dans les limites de ce que la loi luxembourgeoise autorise, le Gérant a suspendu les droits de vote du détenteur d'une telle Action suite au défaut par celui-ci de se conformer aux obligations contractuelles de financement à l'égard de la Société, tel que cela peut se produire de temps en temps.

**Art. 23.5.** Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, à moins que l'assemblée générale ne décide par un vote à la majorité simple d'adopter une autre procédure de vote.

**Art. 23.6.** Lors de toute assemblée générale, autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou en vue du vote sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, et à moins que ces Statuts n'en disposent autrement, les résolutions seront prises, sans considération du nombre d'Actions représentées, à la majorité simple des votes émis. Aucune résolution ne peut être adoptée sans le consentement du Gérant, à l'exception d'une résolution concernant le remplacement ou la révocation du Gérant, ou la nomination d'un nouvel associé commandité en relation avec un tel remplacement, ou toute autre résolution qui, d'après les présents Statuts, ne requiert que l'approbation des Actionnaires de Catégorie A et/ou des Actionnaires de Catégorie C.

#### **Art. 24. Assemblées générales extraordinaires et Rejet du statut de SICAR.**

**Art. 24.1.** Lors de toute assemblée générale extraordinaire convoquée en conformité avec la loi en vue de la modification des Statuts de la Société ou en vue du vote sur des résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, l'adoption de la modification proposée devra requérir le vote positif d'au moins soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C. Aucune résolution ne peut être adoptée sans le consentement du Gérant, sauf pour une résolution concernant le remplacement ou la révocation du Gérant, la nomination d'un nouvel associé commandité en relation avec un tel remplacement, ou toute autre résolution qui, d'après les présents Statuts, ne requiert que l'approbation des Actionnaires de Catégorie A et/ou des Actionnaires de Catégorie C.

**Art. 24.2.** Les Actionnaires ayant un conflit d'intérêt relatif à un point de l'ordre du jour doivent déclarer l'existence de ce conflit d'intérêt et s'abstenir de participer au vote sur ce point de l'ordre du jour.

**Art. 24.3.** Nonobstant l'article 24.1, et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, toute résolution de l'assemblée des Actionnaires visant à rejeter le statut de SICAR conformément à la loi SICAR doit être adoptée avec l'accord unanime de tous les Actionnaires.

**Art. 25. Procès-verbaux.** Les procès-verbaux de toute assemblée générale des Actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur.

## Chapitre V. - Investissement, Diversification, Évaluation

### Art. 26. Investissement.

**Art. 26.1.** La politique d'investissement de la Société doit être déterminée par le Gérant, sous réserve que le Gérant ne puisse pas faire en sorte que la Société investisse plus de 18% des Engagements Totaux en capital dans un portefeuille d'Investissement unique et que plus de deux portefeuilles d'Investissement uniques puissent représenter chacun des investissements supérieurs à 15% des Engagements Totaux.

**Art. 26.2.** La Société peut prêter de l'argent ou autrement détenir un instrument de dette émis par les entités dans lesquelles la Société est déjà actionnaire; cependant le montant global de ces prêts ou instruments de dette ne pourra jamais dépasser les montants prévus à l'article 26.1 ci-dessus. De plus, afin de calculer l'investissement maximum dans une Société Cible, comme décrite au paragraphe ci-dessus, un tel montant maximum devra inclure le montant global des fonds investis en capitaux propres, prêts ou autres instruments de dette, ainsi que tous autres moyens par lesquels la Société a fourni des fonds à une telle Société Cible.

**Art. 26.3.** A moins qu'approuvé par soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C, après la fin de la Période d'Investissement, le Gérant ne pourra engager la Société à réaliser des Investissements dans des entités dans lesquelles elle est déjà actionnaire ou dans lesquelles un Investissement a été réalisé pendant la Période d'Investissement.

**Art. 26.4.** A moins qu'approuvé par soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C, le Gérant ne fera pas en sorte que les Engagements Libérés à la fin de la Période d'Investissement excèdent 60% de l'Engagement Total Maximum de la Société.

**Art. 26.5.** La Société ne fera pas d'investissements en fonds de capital à risque ou dans d'autres entités dont la nature et l'objet sont similaires à ceux de la Société.

### Art. 27. Co-investissement.

**Art. 27.1.** Le Gérant ne fera pas et veillera à ce qu'aucun actionnaire, membre de la direction, directeur, associé, mandataire ou employé du Gérant (les "Associés") ne fasse des investissements dans des Sociétés Cibles ou sociétés affiliées à de telles sociétés ou ne fournisse un financement à cet effet en sa propre qualité (sachant que si la Société Cible est sujette à une cotation, les restrictions contenues dans ce paragraphe cesseront de s'appliquer).

**Art. 27.2.** Si la Société cesse de détenir des Investissements dans une Société Cible (autrement qu'à la fin de la vie de la Société ou à un terme antérieur à celle-ci conformément aux présents Statuts), le Gérant ne fera pas et veillera à ce qu'aucun Associé ne fasse, sans le consentement écrit préalable du Comité de Direction, un Investissement dans une telle Société Cible avant l'expiration d'un délai de 6 mois à partir de la cession par la Société d'un Investissement dans une telle Société Cible (sachant que si la Société Cible est sujette à une cotation, les restrictions contenues dans ce paragraphe cesseront de s'appliquer).

**Art. 27.3.** Lorsqu'un Investissement potentiel est jugé être trop important par le Gérant pour que la Société puisse l'acquérir elle-même, des occasions de co-investissement peuvent de temps à autre être offertes de manière indépendante au prix de marché aux Actionnaires (pas en qualité d'Actionnaire de la Société) qui en ont exprimé leur intérêt au Gérant. Dans ces circonstances, la Société et les Actionnaires co-investisseurs investiront dans chaque Investissement en même temps et aux mêmes conditions économiques (y compris les arrangements appropriés relatifs au partage de coûts entre la Société et l'(les) Actionnaire(s) co-investisseurs) et la Société et l'Actionnaire co-investisseur réaliseront ces Investissements en même temps et aux mêmes conditions économiques.

**Art. 27.4.** Aucun Investissement ne sera fait dans une Société Cible dans laquelle le Gérant, ou un Associé, est actionnaire.

**Art. 28. Réinvestissement de fonds.** Les bénéfices réalisés sur les cessions d'Investissements ne seront pas utilisés pour faire des Investissements supplémentaires, étant entendu que les investissements de capital libéré qui sont réalisés ou aliénés endéans une période ne dépassant pas 6 mois à partir de la date effective de l'Investissement, à condition qu'ils aient été conçus comme des transactions à court terme ou de relais, peuvent, à la seule discrétion du Gérant, être redéployés dans d'autres Investissements réalisés par la Société au lieu d'être immédiatement retournés aux Actionnaires.

### Art. 29. Évaluation des investissements.

**Art. 29.1.** La Société doit calculer la valeur nette de ses actifs sur une base trimestrielle et la mettre à la disposition des Actionnaires le demandant.

**Art. 29.2.** L'évaluation des portefeuilles d'Investissements sera faite sur la base de leur juste valeur et en accord avec les standards établis par l'Association Européenne d'Investissement en Capital à Risque ("AEICR") ou l'un de ses successeurs, avec, dans tous les cas, les deux principes majeurs suivants:

- a) l'évaluation doit être prudente et appliquée de manière cohérente et professionnelle; et
- b) la méthode, les données et les procédures utilisées pour aboutir à cette évaluation doivent être clairement documentées.

Les liquidités et titres à court terme détenus de manière temporaire seront évalués pour leur montant total (liquidités) et à leur valeur de marché (titres à court terme) ainsi que déterminé de bonne foi conformément aux principes et procédures d'évaluation usuellement acceptés.

**Art. 30. Dépositaire.** La garde des portefeuilles d'Investissement de la Société doit être confiée à un dépositaire. Le dépositaire doit être un établissement de crédit au sens de la loi du 5 avril 1993 concernant la supervision du secteur financier, tel qu'amendée, ayant son siège social à Luxembourg ou ayant été constitué à Luxembourg si son siège social est localisé dans un autre État.

## Chapitre VI. - Surveillance des comptes

**Art. 31. Réviseur d'entreprise indépendant.** La surveillance des comptes de la Société doit être confiée à un réviseur d'entreprises indépendant, dont la nomination se fera par une résolution approuvée en assemblée générale ou en assemblée générale extraordinaire des Actionnaires.

## Chapitre VII. - Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 32. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et se termine le dernier jour de décembre de la même année.

**Art. 33. Adoption des comptes annuels.** Le Gérant doit préparer, pour approbation par les Actionnaires, les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et la pratique comptable.

### Art. 34. Affectation des bénéfices.

**Art. 34.1.** Les Bénéfices Nets de la Société seront alloués selon les règles suivantes:

(i) premièrement, 100% aux Actions de Catégorie A, Actions de Catégorie C et Actions de Catégorie B dans la même proportion que le rapport existant entre les Engagements de Catégorie A, les Engagements de Catégorie C et les Engagements de Catégorie B jusqu'à ce que les Bénéfices Nets distribués équivalent au total des Engagements Libérés et Non-Libérés;

(ii) ensuite, 100% aux Actions de Catégorie A, Actions de Catégorie C et Actions de Catégorie B dans la même proportion que le rapport existant entre les Engagements de Catégorie A, les Engagements de Catégorie C et les Engagements de Catégorie B jusqu'à ce que les Bénéfices Nets distribués équivalent à 15% du total des Engagements Libérés et Non-Libérés;

(iii) ensuite, 100% aux Actions de Catégorie B, jusqu'à ce que les Actions de Catégorie B aient reçu un montant égal à 25% du montant distribué sous (ii) ci-dessus; et

(iv) ensuite, a) 80% aux Actions de Catégorie A, Actions de Catégorie C et Actions de Catégorie B dans la même proportion que le rapport existant entre les Engagements de Catégorie A, les Engagements de Catégorie C et les Engagements de Catégorie B, et b) 20% aux Actions de Catégorie B jusqu'à ce que tous les Bénéfices Nets aient été distribués.

**Art. 34.2 (A).** Suite à une liquidation ou dissolution de la Société et dans la mesure où:

(i) le Bénéfice Net distribué selon les Articles 34.1 (i) et (ii) dépassant 115% des Engagements Totaux;

(ii) il y a toujours des Engagements Non-Libérés vis-à-vis desquels un Appel de Fonds peut être fait; et

(iii) le boni de liquidation n'est pas suffisant pour financer le paiement du Gérant d'après l'Article 34.2,

le Gérant sera habilité à faire un Appel de Fonds à tous les Actionnaires ne dépassant pas leurs Engagements Non-Libérés respectifs afin de financer un paiement aux Actionnaires de Catégorie B pour un montant qui, lorsqu'il sera ajouté aux montants distribués aux Actionnaires de Catégorie B d'après l'Article 34.1 (iii) et (iv.b) serait égal à 20% de l'intégralité du Bénéfice Net moins les Engagements Libérés.

**Art. 34.2 (B).** La somme globale à être distribuée aux Actionnaires de Catégorie B selon l'Article 34.1 (iii) et (iv.b) et l'Article 34.2 (A) ne doit, en aucun cas, être supérieur à 20% de l'intégralité du Bénéfice Net moins les Engagements Libérés.

**Art. 34.3.** Les Bénéfices Nets seront distribués aussitôt que possible d'après le jugement du Gérant et conformément aux présents Statuts.

**Art. 34.4.** Tous les revenus affectés aux Actions de Catégorie A et aux Actions de Catégorie C sont cumulés. Les distributions aux Actions de Catégorie A et aux Actions de Catégorie C seront réalisées par des rachats d'Actions, lesquels sont faits en espèces ou en nature, étant entendu que la Société ne peut pas imposer une distribution en nature à un Actionnaire.

**Art. 34.5.** Chaque distribution de Bénéfices Nets aux Actions de Catégorie A entraînera le rachat d'un nombre d'Actions de Catégorie A dont le prix global de souscription est équivalent au coût d'acquisition de l'Investissement réalisé (et dont le Bénéfice Net entraîne une distribution) multiplié par le pourcentage que les Engagements de Catégorie A

représentent par rapport à l'Engagement Total. Un tel rachat d'Actions de Catégorie A sera réalisé et affecté entre les Actionnaires de Catégorie A comme décrit à l'Article 8.1.

Le prix payé pour chaque Action de Catégorie A rachetée devra être équivalent au montant total d'argent à être distribué aux Actions de Catégorie A, suivant les règles ci-dessus relatives à l'affectation des Bénéfices Nets divisé par le nombre d'Actions de Catégorie A rachetées.

**Art. 34.6.** Chaque distribution de Bénéfices Nets aux Actions de Catégorie C entraînera le rachat d'un nombre d'Actions de Catégorie C dont le prix global de souscription, y compris la prime d'émission, est équivalent au coût d'acquisition de l'Investissement réalisé (et dont le Bénéfice Net entraîne une distribution) multiplié par le pourcentage que les Engagements de Catégorie C représentent par rapport à l'Engagement Total. Un tel rachat d'Actions de Catégorie C sera réalisé et affecté entre les Actionnaires de Catégorie C comme décrit à l'Article 8.1.

Le prix payé pour chaque Action de Catégorie C rachetée devra être équivalent au montant total d'argent à être distribué aux Actions de Catégorie C, suivant les règles ci-dessus relatives à l'affectation des Bénéfices Nets divisé par le nombre d'Actions de Catégorie C rachetées.

**Art. 34.7.** Les montants à distribuer aux Actionnaires de Catégorie B d'après les Articles 34.1, 34.2 et 35.3, le seront sous forme de dividendes.

**Art. 34.8.** Les Actions de Catégories A et les Actions de Catégories C rachetées par la Société seront annulées.

## Chapitre VIII. - Dissolution, Liquidation

### Art. 35. Dissolution, Liquidation.

**Art. 35.1.** La Société est automatiquement dissoute à la survenance du terme, tel qu'énoncé à l'Article 4 des présents Statuts. La Société peut également être dissoute par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires détenant au moins soit (i) 90% des Actions de Catégorie A, soit (ii) deux-tiers des Actions de Catégorie A et 100% des Actions de Catégorie C, plus à chaque fois le vote positif du Gérant.

**Art. 35.2.** La liquidation de la Société s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) nommées par l'assemblée générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 35.3.** Suite à la liquidation, les fonds maintenus dans la Réserve de Fonds Libérés ainsi que prévu à l'Article 6.4 seront distribués aux Actionnaires de Catégorie B.

Ensuite, le boni net de liquidation servira à payer toutes les dettes et charges de la Société de même que les frais de la liquidation.

Le boni net de liquidation restant sera alors distribué ainsi que décrit aux Articles 34.1 et 34.2. afin d'assurer qu'à la clôture de la liquidation, les détenteurs d'Actions de Catégorie A, d'Actions de Catégorie B et d'Actions de Catégorie C aient tous reçu une part de ce boni net de liquidation.

## Chapitre IX. - Loi applicable - Définitions

**Art. 36. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront déterminées conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée et avec la Loi sur les SICAR.

### Art. 37. Définitions.

"Action de Catégorie A" signifie une action de catégorie A de la Société, ainsi qu'émission de temps à autres.

"Action de Catégorie B" signifie une action de catégorie B de la Société, ainsi qu'émission de temps à autres.

"Action de Catégorie C" signifie une action de catégorie C de la Société, ainsi qu'émission de temps à autres.

"Actionnaires" ou individuellement "Actionnaire" signifie le Gérant et les Actionnaires Commanditaires.

"Actionnaires Commanditaires" signifie les détenteurs d'Actions de Catégorie A et les détenteurs d'Actions de Catégorie C.

"Actionnaire de Catégorie A" signifie un détenteur d'Actions de Catégorie A, également appelé "Actionnaire Commanditaire".

"Actionnaire de Catégorie B" signifie un détenteur d'Actions de Catégorie B, également appelé "Gérant" ou "Associé Commandité".

"Actionnaire de Catégorie C" signifie un détenteur d'Actions de Catégorie C, également appelé "Actionnaire Commanditaire".

"Appel de Fonds" signifie les avis de financement adressés à chaque Actionnaire, tel qu'émis de temps à autre par le Gérant, d'après l'Article 6.1

"Bénéfices nets" signifie i) les bénéfices nets attribuables à l'aliénation d'un Investissement par la Société, incluant tous les revenus attribuables à l'aliénation d'un tel Investissement, net de toutes dépenses connexes et de toutes créances connexes à un tel Investissement, ainsi que de toutes distributions en nature, ensemble avec tous les dividendes ou revenus

d'intérêts de la Société, après déduction des indemnités de gestion, frais d'établissement et autres coûts et dépenses de la Société, et ii) les actifs et espèces de la Société que le Gérant estime devoir être distribués aux Actionnaires.

"Comité d'Investissement" signifie un comité établi de temps à autre par Adara Venture Partners S.à.r.l. pour décider des propositions d'Investissement ou de désinvestissement.

"Dernière Souscription" signifie le 31 mars 2006.

"Engagements Libérés" signifie le montant global des engagements de fonds que les Actionnaires ont investis et payés à la Société suite à un Appel de Fonds.

"Engagements Non-Libérés" signifie le montant total des engagements de fonds que les Actionnaires se sont engagés à investir dans la Société mais qui ne sont pas encore investis d'après tout contrat de souscription conclu entre la Société et chacun des Actionnaires.

"Engagements de Catégorie A" signifie le montant global des engagements de fonds (libérés et non-libérés) que les Actionnaires de Catégorie A se sont engagés à investir dans la Société suite à un contrat de souscription entre la Société et chacun des Actionnaires de Catégorie A, et qui n'est pas en défaut par rapport à un Appel de Fonds.

"Engagements de Catégorie B" signifie le montant global des engagements de fonds (libérés et non-libérés) que le Gérant s'est engagé à investir dans la Société suite à un contrat de souscription entre la Société et le Gérant, et qui n'est pas en défaut par rapport à un Appel de Fonds.

"Engagements de Catégorie C" signifie le montant global des engagements de fonds (libérés et non-libérés) que les Actionnaires de Catégorie C se sont engagés à investir dans la Société suite à un contrat de souscription entre la Société et chacun des Actionnaires de Catégorie C, et qui n'est pas en défaut par rapport à un Appel de Fonds.

"Engagements de Catégorie A Libérés" signifie le montant global des engagements de fonds que les Actionnaires de Catégorie A ont, de temps à autre, investis dans (et payés suite à un Appel de Fonds d'après l'Article 6) dans la Société.

"Engagements de Catégorie B Libérés" signifie le montant global des engagements de fonds que le Gérant a, de temps à autre, investis dans (et payés suite à un Appel de Fonds d'après l'Article 6) dans la Société.

"Engagements de Catégorie C Libérés" signifie le montant global des engagements de fonds que les Actionnaires de Catégorie C ont, de temps à autre, investis dans (et payés suite à un Appel de Fonds d'après l'Article 6) dans la Société.

"Engagement Total" signifie la somme des Engagements Libérés et des Engagements Non-Libérés.

"Gérant" signifie Adara Venture Partners S.à r.l. en tant que seul associé commandité détenteur d'Actions de Catégorie B.

"Investissement(s)" signifie un investissement ou des investissements acquis par la Société comprenant mais non limité à des actions, obligations, emprunts convertibles et autres titres de placement et des prêts faits à des sociétés ou autres entités (d'après les présents Statuts).

"Investisseur Averti" signifie un investisseur professionnel, un investisseur institutionnel ou un investisseur qui, en conformité avec la Loi sur les SICAR et les présents Statuts (i) a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti, au sens de la Loi sur les SICAR et (ii) a confirmé son engagement inconditionnel à acheter un nombre déterminé d'Actions à un prix d'achat fixé, avec un engagement minimum de EUR 125.000,- qui représente l'Engagement Total en capital de l'investisseur dans la Société selon les termes et conditions du contrat de souscription et (iii) bénéficie d'une appréciation de la part d'un établissement de crédit au sens de la Directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la Directive 2004/39/CE ou d'une société de gestion au sens de la Directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate un placement en capital à risque.

"Jour Ouvrable" signifie un jour où les banques sont ouvertes aux affaires à Luxembourg et en Espagne.

"Membre du Comité de Direction" signifie tout membre du Comité de Direction dûment nommé.

"Période d'Investissement" Période d'Investissement" signifie la période commençant au jour de la Première Souscription et se terminant au plus tôt entre (i) le 31 décembre 2008 et (ii) le jour où les Engagements Libérés sont égaux à 60% de l'Engagement Total Maximum tel que fixé à l'Article 5.

"Première Souscription" signifie le 18 juillet 2005.

"Réserve de Fonds Libérés" signifie la réserve créée, d'après l'Article 6.4, pour maintenir les fonds investis dans la Société par le Gérant sous forme de libération accélérée selon l'Article 6.3.

"Société Cible" signifie une société, association, société de personnes ou autre schéma d'investissement collectif ou autre entité ou personne quel que soit l'endroit ou il/elle est établi(e), constitué(e) ou résident(e) et dans lequel/laquelle la Société détient des Investissements.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des personnes comparantes, les présents statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la demande des ces mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. ARAUJO, J. VUILLQUEZ, M. BOUCHER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C, le 18 décembre 2009. Relation: LAC/2009/55214. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

Référence de publication: 2010010542/1620.

(100002967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2010.

**HPCS Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 145.177.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 2009, enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2009, LAC/2009/56908.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la société anonyme "HPCS Holding S.A., ayant son siège social à L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès constituée suivant acte reçu de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 février 2009, publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations C-N° 701 du 1<sup>er</sup> avril 2009.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 octobre 2009, non encore publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations, à l'adresse suivante:

L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivré aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2010.

Référence de publication: 2010010067/23.

(100002257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2010.

**Pictet Funds (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 38.034.

—  
**EXTRAIT**

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 20 novembre 2009 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit les mandats de

Frédéric Fasel, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Pierre Etienne, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Christoph Schweizer, 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73

Laurent Ramsey, 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73

Rolf Banz, 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73

Mme Michèle Berger, 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires ou jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur Deloitte S.A. pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires ou jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

*Pour Pictet Funds (LUX)*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010011484/24.

(100004209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.



**Mirabaud Fund Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 20.509.

—  
EXTRAITLe Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> décembre 2009 a résolu:

- de coopter Monsieur Frédéric Fasel (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) en remplacement de Monsieur Jerry Hilger (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) à la fonction d'administrateur de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2010.

*Pour Mirabaud Fund Management S.A.*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010011478/14.

(100004134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Mirabaud Equities, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 99.093.

—  
EXTRAITLe Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> décembre 2009 a résolu:

- de coopter Monsieur Frédéric Fasel (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) en remplacement de Monsieur Jerry Hilger (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) à la fonction d'administrateur de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2010.

*Pour Mirabaud Equities*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010011480/14.

(100004192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Mirabaud Select Equities, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 53.392.

—  
EXTRAITLe Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> décembre 2009 a résolu:

- de coopter Monsieur Frédéric Fasel (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) en remplacement de Monsieur Jerry Hilger (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) à la fonction d'administrateur de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2010.

*Pour Mirabaud Select Equities*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010011482/14.

(100004194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**a&o Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 2.800.000,00.**

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 130.250.

—  
En date du 30 novembre 2009, Udo Kuhnle, avec adresse au 5, Silcherstrasse, 71299 Wimsheim, Allemagne, a démissionné de son mandat de "Geschäftsführer", avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 21 décembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2010011537/12.

(100003867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.



**Mirabaud Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.751.

—  
EXTRAITLe Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> décembre 2009 a résolu:

- de coopter Monsieur Frédéric Fasel (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) en remplacement de Monsieur Jerry Hilger (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) à la fonction d'administrateur de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2010.

*Pour Mirabaud Bonds*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010011483/14.

(100004198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**EMC Asset Management, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.509.

—  
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 27 novembre 2009 a résolu:

- de coopter Madame Michèle Berger (3, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) en remplacement de Monsieur Jerry Hilger (1, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg) à la fonction d'administrateur de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2010.

*Pour EMC Asset Management*

Pictet Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010011485/14.

(100004221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Leisure Park Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 145.089.

—  
EXTRAIT

Les actionnaires de la Société ont décidé en date du 23 décembre 2009:

- d'accepter la démission de Monsieur Christophe Gaul comme administrateur de la Société avec effet au 30 novembre 2009; et

- de nommer en remplacement de Monsieur Christophe Gaul, Mlle Virginie Boussard, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 30 novembre 2009, et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011490/16.

(100004298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**World Cosmetics S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 114.133.

—  
EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé en date du 5 janvier 2010:

- d'accepter la démission de Monsieur Christophe Gaul comme administrateur de la Société avec effet au 30 novembre 2009; et

- de nommer en remplacement de Monsieur Christophe Gaul, Mlle Virginie Boussard, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 30 novembre 2009, et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2011.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011522/16.

(100004302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Biotech Food Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.052.

—  
EXTRAIT

Les actionnaires de la Société ont décidé en date du 7 janvier 2010:

- d'accepter la démission de Monsieur Christophe Gaul comme administrateur de la Société avec effet au 30 novembre 2009; et

- de nommer en remplacement de Monsieur Christophe Gaul, Mlle Virginie Boussard, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 30 novembre 2009, et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011523/16.

(100004308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Duchess Street Holdings SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.766.

—  
EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé en date du 6 janvier 2010:

- d'accepter la démission de Monsieur Christophe Gaul comme administrateur de la Société avec effet au 30 novembre 2009; et

- de nommer en remplacement de Monsieur Christophe Gaul, Mlle Virginie Boussard, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 30 novembre 2009, et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011525/16.

(100004335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Luxgsm S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 90A, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 43.290.

—  
*Extrait du procès-verbal  
de l'assemblée générale tenue en date du 6 avril 2009*

Le conseil d'administration se compose actuellement comme suit:

- Monsieur Marcel Gross, ingénieur, Directeur Général de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, demeurant à Luxembourg, 1, rue Emile Bian

- Monsieur Joseph Glod, ingénieur, Directeur Général adjoint de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, demeurant à Luxembourg, 1, rue Emile Bian

- Monsieur Jean-Marie Spaus, ingénieur, Directeur de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, demeurant à Luxembourg, 1, rue Emile Bian

- Monsieur Marco Barnig, ingénieur, Adjoint au Directeur de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, demeurant à Luxembourg, 1, rue Emile Bian

Il résulte de cette assemblée générale que le conseil d'administration a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2012.
2. A été nommée réviseur de la société Luxgsm SA pour un mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011 la société Deloitte SA, avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010011524/25.

(100004329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

**Jardcor International, Société Anonyme.**

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 115.028.

—  
*Extrait des résolutions de l'assemblée  
générale extraordinaire tenue le 16 décembre 2009*

*Administrateurs*

Nomination jusqu'au 30 mai 2010:

Vincent Somville: 400, route de Longwy à L-4831 RODANGE

Nomination jusqu'à l'Assemblée générale de 2014:

Pierre Bricart: 176, boulevard Zénobe Gramme à B-4040 Herstal

Yannick Gérard: 18, rue du Grand Air à B-4552 Beaufays

Révocation

3D Communication SA: 400, route de Longwy à L-4831 RODANGE

Guy Chaboteau: 84, route de Marche à B-6940 Barvaux

*Administrateur-délégué*

Nomination jusqu'à l'Assemblée générale de 2014:

Pierre Bricart: 176, boulevard Zénobe Gramme à B-4040 Herstal

Révocation

3D Communication SA: 400, route de Longwy à L-4831 RODANGE

Pierre Bricart

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2010011529/25.

(100004405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

**GTD Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.587.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 4 avril 2008:

- qu'Investindustrial III, L.P. a transféré à GTD INGENIERIA DE SISTEMAS Y DE SOFTWARE, S.A., une société anonyme régie par les lois espagnoles, ayant son siège social 17, Paseo Garcia Fària, 08005 Barcelone, Espagne, immatriculée auprès du Registre de Commerce de Barcelone sous le numéro TOMO 32602, 145 parts sociales, ayant une valeur nominale de 10 euros chacune.

Désormais:

- Investindustrial III, LP détient 7.405 parts sociales; et

- GTD INGENIERIA DE SISTEMAS Y DE SOFTWARE, S.A. détient 145 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011527/20.

(100004346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

**Pomalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 85.814.

—  
*Extrait des résolutions de l'assemblée  
générale extraordinaire tenue le 30 décembre 2009*

*Administrateurs*

Nomination jusqu'à l'Assemblée générale de 2014:

Paul Hannequart: 56, Quai de Rome à B-4000 Liège

Révocation

Vincent Somville: 400, route de Longwy à L-4831 RODANGE

*Administrateur-délégué*

Nomination jusqu'à l'Assemblée générale de 2014:

Paul Hannequart: 56, Quai de Rome à B-4000 Liège

Révocation

Vincent Somville: 400, route de Longwy à L-4831 RODANGE

Paul Hannequart

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2010011528/21.

(100004401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Grosvenor Street Holdings SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 140.765.

—  
EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé en date du 5 janvier 2010:

- d'accepter la démission de Monsieur Christophe Gaul comme administrateur de la Société avec effet au 30 novembre 2009; et

- de nommer en remplacement de Monsieur Christophe Gaul, Mlle Virginie Boussard, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 30 novembre 2009, et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2010011526/16.

(100004339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Aubay, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafebruch.  
R.C.S. Luxembourg B 52.528.

—  
*Extrait de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg en date du 30 avril 2009*

L'assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de:

- Monsieur Luc TOORENS, demeurant professionnellement au 38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen;
- Monsieur Joël SANZOT, demeurant professionnellement au 38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen;
- Monsieur Luc BERNARD, demeurant professionnellement au 38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen;
- Monsieur Michel SOETENS, demeurant professionnellement au 38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen.

L'assemblée renouvelle le mandat du réviseur d'entreprises de la société MAZARS, ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprise ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
MAZARS  
Signature

Référence de publication: 2010011530/21.

(100004475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Sopra Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 82.545.

—  
*Extrait de la réunion de l'Assemblée Générale tenue le 18 juin 2009*

- L'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats d'administrateurs de:

\* Monsieur Pierre Pasquier

ZAE Les Glaisins, F-74940 Annecy Le Vieux

\* Monsieur Hervé Dechelette

ZAE Les Glaisins, F-74940 Annecy Le Vieux

\* Monsieur François Odin

ZAE Les Glaisins, F-74940 Annecy Le Vieux

Les mandats des administrateurs viendront à échéance lors de la tenue de l'Assemblée Générale devant se tenir en 2013.

- L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat de commissaire aux comptes de la société Mazars, ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Le mandat du commissaire aux comptes viendra à échéance lors de la tenue de l'Assemblée Générale devant se tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS

Signature

Référence de publication: 2010011531/24.

(100004482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Valoris Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 62.829.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 30 avril 2009*

L'assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de la société MAZARS avec siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, à L-2530 Luxembourg.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi renouvelé viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

MAZARS

Signature

Référence de publication: 2010011532/16.

(100004492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Q.A.T. II Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.261.

—  
EXTRAIT

1) Les adresses des administrateurs suivants ont été changées comme suit:

- Yves Roger Van Sante: Oudburgweg 37, 9830 Sint-Martens-Latem, Belgique

- Johan Leon Willy Gaston Dejager: Pijkenaas 1, 9830 Sint-Martens-Latem, Belgique

2) En date du 23 septembre 2009, Monsieur Steven Van der Velden a été nommé président du conseil d'administration de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

JOHAN DEJAGER / YVES VAN SANTE

Référence de publication: 2010011536/16.

(100004524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Prysmian (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 615.637,50.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.674.

—  
Par une résolution prise en date du 15 décembre 2008, l'associé de Prysmian (Lux) S.à r.l., Fortis Banque Luxembourg, une société anonyme de droit luxembourgeois, numéro RCS B 6481, a décidé de modifier, avec effet au 22 décembre 2008, sa dénomination sociale en "BGL", société anonyme.

Par une résolution prise en date du 11 juin 2009, l'associé de Prysmian (Lux) S.à r.l., BGL, société anonyme (anciennement Fortis Banque Luxembourg), a décidé de modifier, avec effet au 21 septembre 2009, sa dénomination sociale en "BGL BNP Paribas", société anonyme, de sorte que sa dénomination sociale actuelle est "BGL BNP Paribas", société anonyme.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

*Pour Prysmian (Lux) S.à r.l.*

A. Steichen

*Gérant*

Référence de publication: 2010011538/20.

(100003914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**PO Investimmo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 138.534.

—  
Les gérants de la Société informent que la forme juridique de l'associé unique de la Société a été modifiée de société à responsabilité limitée en société anonyme, en date du 5 juin 2009.

L'associé unique de la Société porte désormais la dénomination sociale de "PO Participations S.A.".

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2010011539/13.

(100003957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**CC CDPQ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 68.969.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 30 octobre 2009*

L'associé unique de la Société, CAPITAL D'AMERIQUE CDPQ Inc. (anciennement CAPITAL COMMUNICATIONS CDPQ Inc.), dont le siège social est sis 1000, place Jean-Paul Riopelle, Montréal (Québec) H2Z 2B3, Canada (anciennement 1981, avenue McGill College, Montréal, Québec, H3A3C7, Canada), prend les décisions suivantes:

*Première résolution*

Révocation du mandat de gérant avec effet immédiat de Monsieur Dave BROCHET, administrateur de sociétés, demeurant à Montréal (Québec).



12715

*Deuxième résolution*

Nomination en qualité de gérant avec effet immédiat de Monsieur Pierre PHARAND, conseiller spécialisé, demeurant à 688, rue des Châtaigniers, J4B 852 Boucherville (Québec), avec pouvoir d'engager la Société par sa seule signature.

Luxembourg, le 30 octobre 2009.

Certifié sincère et conforme

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2010011540/21.

(100003969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**LLuCS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 59.614.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2009*

L'assemblée générale prend acte de la démission à compter de ce jour de Monsieur Udo MARGRAFF et de Monsieur Bernard WEBER de leur fonction de gérant.

L'assemblée générale décide de nommer en qualité de gérant, pour une durée illimitée, Monsieur Cyrille BLETTNER demeurant 105, ruelle de la Fontaine à F-54560 BOUDREZY (MERCY-LE-HAUT).

*Pour BIOPART INVESTMENTS S.A.*

André WILWERT

Bernard WEBER / Udo MARGRAFF

Référence de publication: 2010011541/16.

(100003988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Viking Croisières S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 66.395.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société du 19 novembre 2009 que:

- Messieurs Torstein HaGEN résidant professionnellement à CH-4057 BASEL, Schäferweg, 18, Charles DURO, résidant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, Anthony HOFMANN, résidant professionnellement à CH-4057 BASEL, Schäferweg, 18 et Michael BONASERA, résidant professionnellement à CH-4057 BASEL, Schäferweg, 18, ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2010.

Il convient de préciser que Monsieur Michael BONASERA (anciennement GARDELER) a changé de nom de famille.

Il convient de préciser que le prénom de Monsieur HOFMANN est Anthony et non Anton, comme mentionné sur l'extrait du Registre de Commerce et des Sociétés jusqu'à ce jour.

- La société "Ernst & Young S.A.", ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH 7, Parc d'activités Syrdall inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 47.771 a été réélue aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2010.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2010011542/24.

(100004023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Viking River Cruises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 56.479.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale Ordinaire des actionnaires tenue le 19 novembre 2009 que:

- ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société:

\* Monsieur Torstein HAGEN, résidant professionnellement à CH-4057 BASEL, Schaferweg 18;

\* Monsieur Charles DURO, résidant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;

\* Monsieur Anthony HOFMANN, résidant professionnellement à CH-4057 BASEL, Schaferweg 1 8.

Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes annuels clôturant l'exercice au 31 décembre 2009.

- A été réélue aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société:

\* la Société "Ernst & Young S.A.", ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH, 7, Parc d'Activité Syrdall, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n°B 47 771.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels clôturant l'exercice au 31 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010011543/25.

(100004049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Financière de Diekirch, Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 18.904.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise lors de la réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 13 octobre 2009 que:

- Monsieur Miroslav SAFIN, gérant de sociétés, né le 28 juin 1947 à Vrchlabi (République Tchèque) demeurant 68 rue Côte d'Or B-4000 LIEGE a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement de la société SEMACO SA démissionnaire.

- La cooptation de Monsieur Ivo MAJDLOCH, gérant de sociétés, né le 19 septembre 1955 à Bohumin (République Tchèque) demeurant 1652, rue V pruceli CZ-149 000 Prague 415 aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement de Monsieur Pierre Charles ISAAC décédé a été ratifiée

Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2010.

Il résulte d'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration de la société tenue par voie circulaire que la démission de la société SEMACO SA de ses fonctions d'administrateur délégué à la gestion journalière a été acceptée et aucun autre délégué à la gestion journalière n'a été désigné.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010011544/25.

(100004088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Stratos LFC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.220.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 31 décembre 2009*

Il résulte dudit procès-verbal que:

Madame Paula McDonald, Executive Vice-President et Chief Financial Officer de Stratos avec adresse professionnelle à 34, Harvey Road, St. John's Newfoundland, Canada A1C2G1, a été nommée en tant que commissaire aux comptes de la Société en remplacement de DELOITTE S.A.. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2009.

Luxembourg, le 11 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2010011545/17.

(100004128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Euro Asiabiotech, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 76.576.

—  
*Déclaration de cession de parts sociales*

La société Albina Partners Inc domiciliée à Moss-Building, 2<sup>nd</sup> Floor, East 54<sup>th</sup> Street, Panama (Republic of Panama), détenant 500 parts sociales de la société EURO ASIABIOTECH S.à r.l. (anciennement LABOZ S.à r.l.), a cédé la totalité de ses parts sociales à la société VARAVAL S.A. domiciliée au 11, rue Beatrix de Bourbon L-1225 Luxembourg. De ce fait, la société VARAVAL S.A. détient l'entière du capital social de la société EURO ASIABIOTECH S.à r.l.

Fait à Luxembourg en autant d'exemplaires que nécessaire.

Luxembourg, le 28 décembre 2009.

Certifié sincère et conforme

Pour EURO ASIABIOTECH S.à r.l.

Fideco Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2010011546/18.

(100004162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**SSCP Aero Holdings SCA, Société en Commandite par Actions.**

**Capital social: EUR 80.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.744.

—  
*Extrait des décisions des associés prises en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009*

A) Le siège social du gérant de la société, SSCP Aero S.à r.l., est transféré au 9a, Parc d'Activité Syrdall, L-5365, Munsbach, Grand- Duché de Luxembourg à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 2009.

B) Le siège social du commissaire de la société, Carol Wilson, a été transféré au 11-15 Seaton Place, St. Helier, Jersey JE40QH

Pour SSCP Aero Holding S.C.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010011547/16.

(100004213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Comet Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.388.

—  
*Extrait des décisions de l'associé unique prises à Luxembourg en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009*

A) L'adresse des gérants Anke Jager, Alexander James Bermingham et James Ronald Whittingham est changée au 9a, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach

*Pour Comet Luxembourg Holding S.à r.l.*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010011548/14.

(100004224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 129.159.

—  
EXTRAIT

Par les résolutions écrites prises en date 5 janvier 2010, l'associé unique a décidé d'accepter la démission de M. Antonello De Filippo en tant que gérant de la Société, prenant effet au 5 janvier 2010.

En conséquence, le Conseil de Gérance de la Société se compose de

- M. Mark HATHERLY (Gérant A),
- M. Gianmarco Ernesto Maria CREMONESI (Gérant A),
- M. Innes John SMITH (Gérant B).

Pour extrait conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations Luxembourg, le 6 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010011549/16.

(100004254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Poséidon Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 104.444.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au Siège Social en date du 8 janvier 2010*

Les mandats des Administrateurs, à savoir Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7 avril 1966 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg; Mademoiselle Anne FERRY, née le 5 février 1969 à Differdange et demeurant professionnellement au 2, rue du Fort Rheinsheim à L-2419 Luxembourg et Monsieur Albert MORO, né le 18 août 1967 à Bettembourg et demeurant professionnellement au 2-4, Place de Paris à L-1011 Luxembourg ainsi que celui du Commissaire aux Comptes, à savoir Monsieur Christophe MOUTON, né le 20 novembre 1971 à Saint-Mard (Belgique), demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg, sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle de 2015.

La nomination de Monsieur Jean-Louis SCHILTZ, né le 14 août 1964 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 2, rue du Fort Rheinsheim à L-2419 Luxembourg, au poste d'Administrateur est acceptée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale annuelle de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour extrait sincère et conforme*

POSEIDON PARTICIPATION S.A.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010011553/23.

(100004468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Finiber S.A.H, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 32.477.

—  
*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 21 décembre 2009*

L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Pedro MENDES, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 4 rue de la Rôtisserie, CH-1211 Genève 3;
- Mademoiselle Margrit GIOVANOLI, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 4 rue de la Rôtisserie, CH-1211 Genève 3;
- Monsieur Patrick ROCHAS, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Et le mandat de commissaire aux comptes de la société MAZARS, 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Les mandats d'administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi renouvelés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2015.

Luxembourg, le 22 décembre 2009.

EURO-SUISSE AUDIT (Luxembourg)

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2010011555/22.

(100004502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Rosenthal Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 88.950.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 décembre 2009*

Il est décidé de transférer le siège social de la société du 60 Grand-Rue, L-1660 Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 7 janvier 2010.

Référence de publication: 2010011561/13.

(100003928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Symphony Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 86.043.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 22 décembre 2009, enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2009, LAC/2009/57571, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société "SYMPHONY FINANCE S.A.", R.C.S. Luxembourg N°B 86.043, ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte de Maître Georges D'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 28 janvier 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 810 du 29 mai 2002.

a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront conserver pour une durée de cinq ans au siège de la société au 20, rue J.P. Beicht, L-1226 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2010.

Référence de publication: 2010011562/20.

(100004116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2010.

---

**Souplesse Coiffure, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1508 Howald, 4, rue Jos Felten.

R.C.S. Luxembourg B 137.324.

L'an deux mil neuf, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- Madame Sara CURADO CORREIA, coiffeuse, née à Luxembourg, le 30 septembre 1976, demeurant à L-5886 Alzingen, 514, route de Thionville.

Laquelle comparante a exposé au notaire:

- Que la société à responsabilité limitée "SOUPLESSE COIFFURE", établie et ayant son siège social à L-1508 Howald, 4, rue Jos Felten, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 987 du 22 avril 2008,

- Qu'elle est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 137.324,

- Qu'elle a un capital de 12.500.-EUR divisé en 100 parts sociales de 125.-EUR chacune.

- Que la comparante est la seule et unique associée représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée "SOUPLESSE COIFFURE", en vertu des statuts de la Société publiés comme prédit et d'un acte de liquidation et partage de communauté reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour, portant le numéro précédant du répertoire, non encore enregistré, aux termes duquel elle s'est vu attribuer l'intégralité des parts de la Société.

Ensuite l'associée unique a requis le notaire instrumentant d'acter ses décisions prises suivantes:

*Première résolution*

En conséquence de l'attribution intégrale des parts intervenue aux termes du prédit acte de ce jour, l'associée unique décide d'adapter les alinéas 1 et 2 de l'article 5 des statuts comme suit en un seul alinéa:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-EUR) chacune, entièrement libérées, et intégralement souscrites par Madame Sara CURADO CORREIA, coiffeuse, demeurant à L-5886 Alzingen, 514, route de Thionville."

*Deuxième résolution*

L'associée unique décide de modifier l'article 13 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 13.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social. "

Plus rien n'étant à l'ordre du jour le présent procès-verbal est clos.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de 870,- €.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sara C.C. Teixeira, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2009. Relation: LAC/2009/57496. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Hesperange, le 11 janvier 2010.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2010011988/52.

(100005353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2010.